

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/207536]

4 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue d'harmoniser et de simplifier le processus d'octroi et de contrôle des subventions et les rapports d'activités

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, modifié par les décrets du 1^{er} décembre 2011, 31 janvier 2013, 21 février 2013, 7 mars 2013, 18 avril 2013, 19 septembre 2013, 10 octobre 2013, 23 janvier 2014 et 31 janvier 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;

Vu l'avis 56.408/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 juin 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'Action sociale et de la Santé, donné le 19 février 2014;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 17 mars 2014;

Sur la proposition du Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Les *a)*, *b)* et *c)* du 1^o de l'article 7 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé sont remplacés par ce qui suit :

« *a)* un représentant d'une organisation de défense des intérêts des résidents;

b) deux représentants des organisations représentatives des travailleurs du secteur;

c) un représentant des centres de coordination de soins et de l'aide à domicile. ».

Art. 3. Dans l'article 8 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, le nombre « 50 » est remplacé par le mot « cinquante »;

2^o au 2^o, le nombre « 30 » est remplacé par le mot « trente »;

3^o au 3^o, le nombre « 25 » est remplacé par le mot « vingt-cinq ».

Art. 4. Dans la deuxième partie du même Code, il est inséré un livre I/1, rédigé comme suit :

« LIVRE I/1. — Dispositions transversales

TITRE I^{er}. — Liquidation des subventions

Art. 12/1. § 1^{er}. Sauf disposition contraire prévue dans la deuxième partie, les subventions annuelles octroyées aux opérateurs de l'Action sociale et de la Santé sont liquidées par le Ministre compétent en maximum deux avances et un solde.

Une avance, représentant quatre-vingt-cinq pour cent du montant indexé de la dernière subvention contrôlée, est liquidée au plus tard de 1^{er} mars de l'année de la subvention.

Une seconde avance, représentant la différence entre l'avance visée à l'alinéa 2 et le montant correspondant à nonante pour cent indexés de la subvention contrôlée au cours de l'année de subvention, peut être liquidée au plus tard le 1^{er} septembre de l'année de la subvention.

Le solde est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2, aux conditions prévues par le présent Code.

Après réception du dossier justificatif visé à l'article 12/2, l'administration peut solliciter la communication de toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire au contrôle de l'utilisation des subventions. Dans ce cas, le solde est liquidé après vérification du dossier justificatif visé à l'article 12/2 et des pièces complémentaires sollicitées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, la première année du subventionnement, les subventions sont liquidées par le Ministre compétent en maximum une avance et un solde.

L'avance, représentant quatre-vingt-cinq pour cent du montant de la subvention escomptée, par référence aux subventions liquidées aux opérateurs de l'Action sociale et de la Santé agréés ou reconnus et subventionnés sur la base des mêmes dispositions ou par référence au budget prévisionnel s'il existe, est liquidée au plus tard dans les trois mois de l'admissibilité à la subvention.

Le solde est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2, aux conditions prévues par le présent Code.

Après réception du dossier justificatif visé à l'article 12/2, l'administration peut solliciter la communication de toute pièce justificative complémentaire qu'elle estime nécessaire au contrôle de l'utilisation des subventions. Dans ce cas, le solde est liquidé après vérification, par l'administration, du dossier justificatif visé à l'article 12/2 et des pièces complémentaires sollicitées.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux subventions accordées en exécution des livres IV et V de la deuxième partie du Code décretaal.

TITRE II. — Dossier justificatif

Art. 12/2. § 1^{er}. Sauf disposition contraire prévue dans la deuxième partie, les bénéficiaires des subventions communiquent à l'administration, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit celle de la subvention à laquelle il se rapporte, un dossier justifiant l'utilisation de leurs subventions par courrier recommandé ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi.

Le dossier justificatif comprend :

- 1^o une déclaration de créance;
- 2^o une déclaration sur l'honneur;
- 3^o un décompte récapitulatif.

Dans la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 2^o, le bénéficiaire des subventions atteste au minimum :

- 1^o qu'il utilise les subventions aux fins auxquelles elles lui sont accordées;
- 2^o qu'il ne bénéficie pas d'une source de financement non mentionnée dans le décompte récapitulatif pour des frais et dépenses couverts par les subventions;
- 3^o qu'il a communiqué à l'administration tout élément dont il a connaissance, susceptible d'avoir une incidence sur la liquidation ou le calcul du montant des subventions.

Le décompte récapitulatif visé à l'alinéa 2, 3^o, adapté aux spécificités de chaque secteur agréé et au mode de subventionnement qui leur est applicable, reprend l'état complet des recettes et des dépenses du bénéficiaire des subventions pour l'année de la subvention, pour les missions subventionnées.

§ 2. Le dossier justificatif des C.P.A.S. et des communes ayant un ou plusieurs agréments visés dans la deuxième partie du présent Code ne comprend pas le décompte récapitulatif visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3^o. Il comprend, outre les éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 1^o et 2^o, les documents extraits de leur comptabilité.

§ 3. Les paragraphes 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux bénéficiaires des subventions accordées en exécution du livre IV de la deuxième partie du Code décretaal.

TITRE III. — Rapport d'activités

Art. 12/3. Sauf disposition contraire prévue dans la deuxième partie du présent Code, le rapport annuel d'activités visé à l'article 46 du Code décretaal se compose de cinq parties :

- 1^o la première partie est relative à l'identification de l'opérateur;
- 2^o la deuxième partie est relative aux activités réalisées pendant l'année considérée;
- 3^o la troisième partie est relative aux destinataires des prestations de l'opérateur ou publics - cible;
- 4^o la quatrième partie est relative aux données particulières au domaine d'activité de l'opérateur;
- 5^o la cinquième partie est relative à l'auto-évaluation et aux perspectives de développement de l'opérateur.

Le Ministre détermine le contenu de chacune des parties du rapport annuel d'activités.

Le rapport annuel d'activités prend la forme d'un formulaire électronique.

Le rapport annuel d'activités est complété et transmis à l'administration.

Dans le cas où le Ministre estime que l'administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes, les données nécessaires à l'établissement du rapport d'activités, il peut dispenser le demandeur de les transmettre à l'administration. ».

Art. 5. Dans l'article 21, alinéa 2, 3^o, du même Code, les mots « 48 à 65 » sont remplacés par les mots « 48 à 56 ».

Art. 6. Dans l'article 22 du même Code, le « A » majuscule du mot « Annexe » est remplacé par un « a » minuscule.

Art. 7. L'article 25 du même Code est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 35, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o une virgule est insérée entre les mots « Commission wallonne de l'Action sociale » et « définir »;
- 2^o la virgule située entre les mots « définir » et « un plan » est supprimée.

Art. 9. Dans l'article 36, alinéa 3, du même Code, les mots « accompagné » et « envoyé » sont remplacés par les mots « accompagnée » et « envoyée ».

Art. 10. L'article 37 du même Code est abrogé.

Art. 11. L'article 38 du même Code est abrogé.

Art. 12. Dans l'article 41, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « doit, pour être reconnu, répondre aux conditions suivantes » sont remplacés par les mots « répondent, pour être reconnus, aux conditions suivantes ».

Art. 13. Dans l'article 43, alinéa 4, du même Code, le mot « nuits » est remplacé par le mot « nuit ».

Art. 14. L'article 66 du même Code est abrogé.

Art. 15. L'article 67 du même Code est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 68, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 17. L'article 75 du même Code est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 76 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « les articles 70 à 75 sont applicables » sont remplacés par les mots « les articles 70 à 74 s'appliquent »;
- 2^o à l'alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 19. Dans l'article 78, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « sont applicables » sont remplacés par les mots « s'appliquent ».

Art. 20. Dans l'article 83 du même Code, les mots « doivent, pour être agréés, répondre » sont remplacés par les mots « répondent, pour être agréés, ».

Art. 21. Dans l'article 97, alinéa 4, du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 22. Dans l'article 99 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « doit accompagner » sont remplacés par le mot « accompagne »;

3° à l'alinéa 2, 3°, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;

4° à l'alinéa 2, 4°, les mots « doit établir » sont remplacés par le mot « établit »;

5° à l'alinéa 4, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 23. Dans l'article 101, § 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « doit, de manière permanente, être complet » sont remplacés par les mots « est, de manière permanente, complet »;

2° à l'alinéa 3, les mots « doivent être » sont remplacés par le mot « sont ».

Art. 24. Dans l'article 106 du même Code, les mots « sont tenues d'informer » sont remplacés par le mot « informent ».

Art. 25. Dans l'article 109, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, le mot « alloué » est remplacé par le mot « allouée ».

Art. 26. Dans l'article 110 du même Code, le mot « prise » est remplacé par le mot « pris ».

Art. 27. L'article 114 du même Code est abrogé.

Art. 28. Dans l'article 116, alinéas 2 et 3, du même Code, les mots « doit justifier » sont à chaque fois remplacés par le mot « justifie ».

Art. 29. Dans l'article 126, alinéas 2 et 3, du même Code, les nombres « 6 » et « 10 » sont respectivement remplacés par les mots « six » et « dix ».

Art. 30. Dans l'article 127, alinéa 2, du même Code, le « A » majuscule du mot « Annexe » est remplacé par un « a » minuscule.

Art. 31. Dans l'article 128, 2°, du même Code, le « P » majuscule du mot « Personnes » est remplacé par un « p » minuscule.

Art. 32. Dans l'article 131 du même Code, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 33. Dans l'article 135 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 3°, le « A » majuscule du mot « Annexe » est remplacé par un « a » minuscule;

2° dans l'alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 34. L'article 139 du même Code est abrogé.

Art. 35. Dans l'article 142 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° la virgule située entre les mots « institution privée » et « atteste » est supprimée;

2° les mots « le siège de l'activité pour laquelle l'agrément est demandé » sont remplacés par les mots « le ressort territorial pour lequel l'agrément est demandé ».

Art. 36. Dans l'article 154 du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 37. L'article 155 du même Code est abrogé.

Art. 38. L'article 156 du même Code est abrogé.

Art. 39. Dans l'article 163, alinéa 2, du même Code le mot « annexes » est abrogé.

Art. 40. L'article 166 du même Code est abrogé.

Art. 41. L'article 167 du même Code est abrogé.

Art. 42. L'article 168 du même Code est abrogé.

Art. 43. Dans l'article 169, 5°, du même Code, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à l'administration ».

Art. 44. Dans l'article 170 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « au Ministre lequel statue dans les deux mois » sont remplacés par les mots « à l'administration »;

2° à l'alinéa 1^{er}, la phrase « Le Ministre statue dans les deux mois à dater de l'introduction de la demande. » est insérée après la première phrase;

3° à l'alinéa 2, les mots « le Titre III du 1^{er} Livre de la 2^e Partie du Code décretaal » sont remplacés par les mots « le titre III du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code décretaal ».

Art. 45. Dans l'article 171 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} »;

2° à l'alinéa 2, le « A » majuscule du mot « Annexe » est à chaque fois remplacé par un « a » minuscule;

3° à l'alinéa 3, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 2 ».

Art. 46. L'article 174 du même Code est abrogé.

Art. 47. L'article 175 du même Code est abrogé.

Art. 48. L'article 176 du même Code est abrogé.

Art. 49. L'article 178 du même Code est abrogé.

Art. 50. Dans l'article 181, alinéa 1^{er}, 1° à 4°, du même Code, le « U » majuscule des mots « Un » est à chaque fois remplacé par un « u » minuscule.

Art. 51. L'article 186 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 186. Pour être agréé, le Centre de service social satisfait aux conditions suivantes :

1° soit être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif qui a pour unique objet l'accomplissement de la mission définie à l'article 184, soit être créé par une union nationale ou une mutualité telles que définies par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités;

2° employer à temps plein au moins trois professionnels qualifiés, titulaires du diplôme d'assistant(e) social(e) prévu par la loi du 12 juin 1945 sur la protection du titre d'auxiliaire ou d'assistant social ou du diplôme d'infirmier(e) gradué(e) social(e) prévu par l'arrêté royal du 17 août 1957 portant fixation de collation des diplômes d'accoucheuse, d'infirmier ou d'infirmières et de l'exercice de la profession, modifié par l'arrêté royal du 11 juillet 1960, ou porteurs d'un titre déclaré équivalent en application de l'article 25, 3° de l'arrêté royal précité, ou titulaires d'un diplôme d'études étranger déclaré équivalent;

3° disposer d'un secrétariat central et d'un ou plusieurs bureaux de consultation;

4° assurer une permanence hebdomadaire minimale à raison de dix heures semaine par équivalent temps plein considéré pour l'application de l'article 193, alinéa 2;

5° aux divers endroits où se tiennent les séances et les consultations, disposer de l'équipement nécessaire pour accomplir sa mission avec efficacité et discrétion, étant entendu que les salles d'attente et de consultation sont séparées;

6° être accessible à chacun, quelle que soit son appartenance idéologique, philosophique ou religieuse, quelle que soit sa nationalité, et sans qu'une affiliation au Centre de service social ne soit exigée;

7° avoir exercé préalablement, pendant au moins six mois, les activités visées à l'article 184, soit avec au moins un professionnel rémunéré à temps plein tel que prévu au 2°, soit avec deux ou plusieurs de ces professionnels rémunérés à mi-temps.

Deux des trois emplois à temps plein mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 2°, peuvent être exercés par plusieurs professionnels travaillant à mi-temps. Au moins, la moitié des professionnels qualifiés du Centre sont titulaires du diplôme d'assistant(e) social(e).

Le volume-horaire mentionné à l'alinéa 1^{er}, 4°, peut être réparti entre les bureaux de consultation. La permanence mentionnée à l'alinéa 1^{er}, 4°, est assurée par des professionnels qualifiés au sens de l'alinéa 1^{er}, 2°, faisant partie ou non du nombre de personnels qualifiés pris en considération pour l'octroi des subventions. Cette permanence hebdomadaire est assurée au moins quarante-quatre semaines par an ».

Art. 52. Dans l'article 187 du même Code, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à l'administration ».

Art. 53. Dans l'article 188, alinéa 3, du même Code la phrase « Le refus d'agrément doit être motivé. » est abrogée.

Art. 54. Dans l'article 189, alinéa 2, du même Code, les mots « l'article 195 » sont remplacés par les mots « l'article 12/1 ».

Art. 55. L'article 191 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 191. Avant de procéder à la suspension ou au retrait d'agrément, le Ministre ou son délégué avise le Centre par lettre recommandée motivée ou tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi de son intention de procéder à la suspension ou au retrait d'agrément. Le Centre dispose alors d'un délai d'un mois pour faire connaître son point de vue; passé ce délai, le Ministre peut statuer. ».

Art. 56. A l'article 194, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, dans la première phrase, les mots « à l'article précédent » sont remplacés par les mots « à l'article 193 »;

2° à l'alinéa 1^{er}, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° une subvention forfaitaire annuelle de 21.565,50 euros par professionnel qualifié travaillant à temps plein; »;

3° il est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Pour les professionnels qualifiés travaillant à trois quart ou mi-temps, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est calculé proportionnellement à la durée de leurs prestations.

En application de l'accord-cadre pour le secteur non marchand wallon conclu le 16 mai 2000, le montant de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est augmenté de 2.799 euros à partir du 1^{er} janvier 2005.

En complément de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, une subvention annuelle forfaitaire complémentaire de 5.113 euros est accordée aux Centres constitués sous la forme d'une association sans but lucratif et qui, en raison de leur organisation, ne peuvent être considérés comme appartenant à une union nationale ou à une fédération de mutualités visées par l'article 2 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime obligatoire contre la maladie et l'invalidité. ».

Art. 57. L'article 195 du même Code est abrogé.

Art. 58. Dans l'article 196 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, le sigle « ; » est remplacé par un sigle « . »;

2° le 5° est abrogé.

Art. 59. Dans l'article 197 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « doivent leur être » sont remplacés par les mots « leur sont »;

2° à l'alinéa 2, les mots « sont tenus de fournir » sont remplacés par les mots « fournissent ».

Art. 60. Dans l'article 198 du même Code, les mots « sont également tenus d'afficher » sont remplacés par « affichent ».

Art. 61. Dans l'article 230, le mot « Les » est remplacé par les mots « Par dérogation à l'article 12/1, les ».

Art. 62. Dans l'article 234, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « La » est remplacé par les mots « Par dérogation aux articles 12/1 et 12/2, la »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 63. L'article 235 du même Code est abrogé.

Art. 64. Dans la première phrase de l'article 332, §§ 1^{er} et 2, du même Code, les mots « doit occuper » sont à chaque fois remplacés par le mot « occupe ».

Art. 65. Dans l'article 333, alinéa 2, du même Code, les mots « aux articles 338 et les articles 341 et suivants » sont remplacés par « aux articles 341, 343, 344 et 349 ».

- Art. 66.** Dans l'article 335, alinéa 3, du même Code, les mots « se verra octroyer » sont remplacés par les mots « bénéficie d' ».
- Art. 67.** Dans l'article 337 du même Code, les mots « doit être notifiée au Ministre » sont remplacés par le mot « est notifiée à l'administration ».
- Art. 68.** Dans l'article 339 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, les mots « en faveur des cours de perfectionnement » sont insérés après les mots « Les subventions octroyées »;
- 2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, les mots « doivent se dérouler » sont remplacés par les mots « se déroulent »;
- 3° au paragraphe 2, les mots « doit avoir une durée minimale de » sont remplacés par le mot « dure au minimum »;
- 4° au paragraphe 4, les mots « doivent consacrer » et « sera appliquée » sont respectivement remplacés par les mots « consacrent » et « est appliquée ».
- Art. 69.** Dans l'article 355, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».
- Art. 70.** L'article 358 du même Code est remplacé par ce qui suit :
- « Art. 358. Les services doivent introduire leur demande de subventions visées aux articles 340, 341, 342, 343, 344, 349 et 351 dans le mois qui suit l'expiration du trimestre au cours duquel les prestations ont été accomplies. ».
- Art. 71.** L'intitulé de la section 5 du chapitre IV du titre IV du livre IV de la deuxième partie du même Code est remplacé par ce qui suit :
- « Section 5 - Contrôle ».
- Art. 72.** Dans l'article 363 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° les mots « s'agira » et « conviendra » sont respectivement remplacés par les mots « s'agit » et « convient »;
- 2° le mot « de » est inséré entre les mots « adultes » et « générations ».
- Art. 73.** Dans l'article 1396 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° les subdivisions « 1° » et « 2° » sont abrogées;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « visés au 1° » sont remplacés par les mots « visés à l'alinéa 1^{er}, ».
- Art. 74.** Dans l'article 1397 du même Code, les mots « sont applicables » sont remplacés par les mots « s'appliquent ».
- Art. 75.** Dans l'article 1398, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, les mots « devront se conformer » et « doivent se conformer » sont respectivement remplacés par les mots « se conforment » et « se conforment ».
- Art. 76.** Dans l'article 1399 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à l'alinéa 2, le mot « pourra » est remplacé par le mot « peut »;
- 2° à l'alinéa 3, les mots « devra tenir compte » sont remplacés par les mots « tient compte »;
- 3° à l'alinéa 4, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».
- Art. 77.** Dans l'article 1400, alinéa 2, du même Code, le mot « devrait » est remplacé par le mot « doit ».
- Art. 78.** Dans l'article 1401, alinéa 2, du Code, les mots « est tenu de délivrer » sont remplacés par les mots « délivre ».
- Art. 79.** Dans l'article 1402 du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».
- Art. 80.** Dans l'article 1403 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° la subdivision de l'article 1403 en deux paragraphes est abrogée;
- 2° les mots « sont applicables » sont remplacés par les mots « s'appliquent ».
- Art. 81.** Dans l'article 1404 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à la première phrase, les mots « doivent répondre » sont remplacés par le mot « répondent »;
- 2° au 1°, les mots « doit bénéficier » sont remplacés par le mot « bénéficie » et le mot « faire » est remplacé par le mot « fait »;
- 3° au 2°, les mots « doivent être » sont remplacés par le mot « sont ».
- Art. 82.** Dans l'article 1405 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à l'alinéa 2, le mot « pourra » est remplacé par le mot « peut »;
- 2° à l'alinéa 3, les mots « devront être respectées » sont remplacés par les mots « sont respectées »;
- 3° à l'alinéa 4, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».
- Art. 83.** L'article 1410 du même Code est remplacé par ce qui suit :
- « Art. 1410. La capacité maximale des lits des maisons de repos et des soins est fixée à 49 659 lits pour l'ensemble du territoire de la région de langue française. ».
- Art. 84.** Dans l'article 1411 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à l'alinéa 2, 1°, le mot « âgées » est remplacé par le mot « âgée »;
- 2° à l'alinéa 3, le mot « fera » est remplacé par le mot « fait ».
- Art. 85.** Dans l'article 1412, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° aux 1° et 2°, le mot « pourront » est à chaque fois remplacé par le mot « peuvent »;
- 2° au 1°, les mots « à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « au 28 décembre 2009 ».
- Art. 86.** Dans l'article 1414, alinéa 3, du même Code, le mot « fera » est remplacé par le mot « fait ».
- Art. 87.** Dans l'article 1415 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :
- 1° à l'alinéa 2, le mot « maison » est remplacé par le mot « maisons »;
- 2° à l'alinéa 3, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 2 »;
- 3° à l'alinéa 4, les mots « deux alinéas précédent » sont remplacés par les mots « alinéas 2 et 3 ».

Art. 88. Dans l'article 1420, alinéa 2, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le nombre « 1400 » est remplacé par le nombre « 1419 »;
- 2° le mot « à », situé entre les mots « ou » et « aux », est abrogé;
- 3° le nombre « 1424 » est remplacé par le nombre « 1422 ».

Art. 89. Dans l'article 1422, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « à l'article 1427 » sont insérés après les mots « la liste d'attente visée ».

Art. 90. Dans l'article 1423 du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 91. Dans l'article 1424 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « doivent répondre » sont remplacés par le mot « répondent »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, le mot « sera » est à chaque fois remplacé par le mot « est »;
- 3° à l'alinéa 1^{er}, 5°, le mot « préservera » est remplacé par le mot « préserve ».

Art. 92. Dans l'article 1425, alinéa 2, du même Code, les mots « ne doit être » sont remplacés par les mots « n'est ».

Art. 93. Dans l'article 1426 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « doivent répondre » sont remplacés par les mots « répondent »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, le mot « sera » est à chaque fois remplacé par le mot « est ».

Art. 94. L'article 1428 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1428. Dans les cas visés à l'article 351 du Code décrétal, le gestionnaire introduit auprès de l'administration, au plus tard six mois avant l'échéance de l'accord de principe, un mémoire justifiant de la nécessité de proroger l'accord de principe au-delà de trois ans.

Ce mémoire comprend au moins les éléments suivants :

- 1° le relevé des démarches administratives effectuées depuis l'octroi de l'accord de principe;
- 2° le descriptif et les documents relatifs aux résultats déjà obtenus à la suite de ces démarches;
- 3° la liste des démarches qui doivent encore être effectuées et l'estimation de leurs délais de réalisation et d'aboutissement;
- 4° les raisons pour lesquelles le délai de trois ans ne peut pas être respecté;
- 5° la date estimée de la mise en fonctionnement.

Les démarches administratives visées à l'alinéa premier concernent notamment les avis ou les autorisations préalables requises dans le cadre de la tutelle, les demandes de subventions aux infrastructures et les demandes de permis d'urbanisme. Ce mémoire est adressé à l'administration par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi.

Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents justificatifs ou de toutes les données mentionnées à l'alinéa 2, le demandeur en est avisé par l'administration endéans le mois. Dans ce cas le demandeur dispose d'un délai d'un mois pour fournir les documents ou les données manquantes. À défaut la demande est réputée irrecevable.

Le Ministre statue dans un délai de trois mois à partir du moment où la demande est recevable. A défaut, la prorogation de l'accord de principe est acquise pour une durée de trois ans non renouvelable. ».

Art. 95. Les articles 1429 et 1430 du même Code sont abrogés.

Art. 96. Dans l'article 1431 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « visées à l'article 358 de la Deuxième partie du Code décrétal » sont remplacés par les mots « visées à l'article 358, § 3, du Code décrétal »;
- 2° les mots « doit être » sont à chaque fois remplacés par le mot « est ».

Art. 97. L'article 1433 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1433. Lorsqu'une demande relative à l'ouverture d'un nouvel établissement est recevable, un titre de fonctionnement provisoire est réputé accordé au terme d'un délai de trois mois à dater de la date de recevabilité de la demande, sauf si une procédure de refus d'agrément est entamée avant le terme de ce délai. ».

Art. 98. L'article 1434 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1434. Le titre de fonctionnement provisoire comme le titre de fonctionnement, mentionne sa date d'entrée en vigueur, le nom et l'adresse de l'établissement pour aînés, le cas échéant la capacité d'hébergement ou d'accueil, en ce compris les niveaux et locaux autorisés, le nom et l'adresse du gestionnaire. ».

Art. 99. Dans l'article 1435 du même Code, le mot « devront » est remplacé par le mot « doivent ».

Art. 100. Dans l'article 1436 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;
- 2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « sera » est remplacé par le mot « est ».

Art. 101. Dans l'article 1437 du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 102. Dans le même Code, il est inséré un article 1438/1 rédigé comme suit :

« Art. 1438/1. Pour introduire une demande de titre de fonctionnement comme centre de soins de jour, comme centre d'accueil de soirée et/ou comme centre d'accueil de nuit, l'établissement doit posséder au préalable un titre de fonctionnement comme centre d'accueil de jour. ».

Art. 103. Dans l'article 1439 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les signes « § 1^{er} » et « § 2 » sont abrogés;
- 2° dans l'ancien § 1^{er}, devenu alinéa 1^{er}, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;
- 3° l'ancien § 2, devenu l'alinéa 2, est abrogé.

Art. 104. Dans l'article 1440 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à la première phrase, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;
- 2° au 1°, le mot « prendra » est remplacé par le mot « prend »;
- 3° au 3°, le mot « sera » est remplacé par le mot « est ».

Art. 105. L'article 1442 du même Code est déplacé dans le livre 6, titre 1^{er}, chapitre 5, section 2 de la deuxième partie du Code.

Art. 106. Dans l'article 1443 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les signes « § 1^{er} » et « § 2 » sont abrogés;

2° l'ancien § 2, devenu l'alinéa 7, est abrogé.

Art. 107. Il est inséré, entre les articles 1444 et 1445 du même Code, un article 1444/1, rédigé comme suit :

« Art. 1444/1. A tout moment, au cours de la procédure, l'administration peut, en fonction des éléments complémentaires recueillis et des précisions apportées, décider de modifier la proposition ou d'abandonner la procédure. L'administration en informe sans délai le gestionnaire. ».

Art. 108. L'article 1445 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1445. Lorsque l'administration notifie une décision de refus, de retrait ou de suspension d'un titre de fonctionnement, elle informe le gestionnaire de la possibilité d'introduire le recours prévu à l'article 31 du Code décretaal. ».

Art. 109. L'article 1446 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1446. En cas de suspension d'un titre de fonctionnement, le gestionnaire peut en demander la levée s'il estime que les motifs qui ont justifié la sanction n'existent plus. La demande, adressée à l'administration par lettre recommandée ou par tout moyen conférant date certaine à l'envoi, est accompagnée d'un mémoire justificatif. Il est procédé sans délai à une inspection de l'établissement. Le Ministre prend sa décision dans le mois de la réception de la demande. A défaut, la décision de suspension est réputée levée. ».

Art. 110. Dans les articles 1448 et 1452 du même Code, les mots « l'informe également » sont à chaque fois remplacés par « informe également le gestionnaire ».

Art. 111. L'article 1454 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1454. Lorsque l'administration notifie une décision infligeant une amende administrative, elle informe également le gestionnaire du recours prévu à l'article 31 du Code décretaal. ».

Art. 112. Dans l'article 1456, alinéa 5, le mot « sera » est remplacé par le mot « est ».

Art. 113. Dans l'article 1473 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, b), les mots « ont été » sont remplacés par « sont »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « ont été » sont remplacés par les mots « sont »;

3° à l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot « pourra » est remplacé par le mot « peut »;

4° à l'alinéa 2, 6° et 7°, le mot « seront » est à chaque fois remplacé par le mot « sont »;

5° à l'alinéa 3, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 114. Dans l'article 1477 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à l'administration »;

2° à l'alinéa 3, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 115. Dans l'article 1478, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « ont été » sont remplacés par le mot « sont ».

Art. 116. Dans l'article 1482, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « au Ministre » sont remplacés par mots « à l'administration ».

Art. 117. Dans l'article 1488 du même Code, les mots « doivent faire » sont remplacés par les mots « font ».

Art. 118. Dans l'article 1502, alinéa 2, du même Code, le chiffre « 5 » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 119. Dans l'article 1506 du même Code, les mots « devront avoir été » et « sera (ont) » sont respectivement remplacés par les mots « sont » et « est (sont) ».

Art. 120. Dans l'article 1507 du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 121. Dans l'article 1509, § 1^{er}, du même Code, les mots « auprès du Ministre » sont remplacés par les mots « auprès de l'administration ».

Art. 122. Dans l'article 1510 du même Code, les mots « doivent être » sont remplacés par « sont ».

Art. 123. Dans l'article 1512 du même Code, les mots « pourra » et « aura » sont respectivement remplacés par les mots « peut » et « a ».

Art. 124. L'article 1516 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« La demande de reconnaissance est adressée par lettre recommandée ou tout moyen conférant date certaine à l'envoi à l'administration. Le Ministre statue dans les deux mois après avoir, s'il échet, déterminé la composition du jury de sélection visé à l'article 381 du Code décretaal. ».

Art. 125. Dans l'article 1518, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « est tenue d'assurer » sont remplacés par le mot « assure ».

Art. 126. Dans l'article 1519 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, le mot « sera » est remplacé par le mot « est »;

2° à l'alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 127. L'article 1520 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1520. Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre est habilité à octroyer annuellement une subvention couvrant les frais de personnel et de fonctionnement de l'Agence. ».

Art. 128. Dans l'article 1521, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « seront » sont remplacés par le mot « sont ».

Art. 129. L'article 1523 du même Code est abrogé.

Art. 130. Dans l'article 1524 du Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « articles 384 à 386 du Code décretaal » sont remplacés par les mots « articles 46 et 47/1 du Code décretaal »;

2° à l'alinéa 2, les mots « au Ministre » sont remplacés par « à l'administration ».

Art. 131. L'article 1526 du même Code est abrogé.

Art. 132. Dans l'article 1534, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « toute voie » sont remplacés par les mots « tout moyen ».

Art. 133. Dans l'article 1539, alinéa 2, 3°, du même Code, le « L » majuscule du mot « La » est remplacé par un « l » minuscule.

Art. 134. Dans l'article 1541, alinéa 4, du même Code, le mot « pourra » est remplacé par le mot « peut ».

Art. 135. Dans l'article 1556 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, les mots « a justifié » sont à chaque fois remplacés par le mot « justifie »;

2° à l'alinéa 5, 1° et 2°, les mots « a développé » sont remplacés par le mot « développe ».

Art. 136. L'article 1561 du même Code est abrogé.

Art. 137. Dans l'article 1562 du même Code, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 138. Dans l'article 1566, alinéa 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de la Deuxième Partie » sont abrogés;

2° les mots « détermine le modèle de rapport d'activités et » sont abrogés.

Art. 139. Dans l'article 1569, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots « doit mettre » sont remplacés par le mot « met ».

Art. 140. Dans l'article 1574, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, l'article « aux » est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « La Ministre » sont remplacés par les mots « Le Ministre ».

Art. 141. Dans l'article 1576, alinéa 1^{er}, du même Code, les nombres « 24 » sont à chaque fois remplacés par les mots « vingt-quatre ».

Art. 142. Dans l'article 1582, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « les Services du Gouvernement réclament » sont remplacés par les mots « l'administration réclame »;

2° à l'alinéa 3, les mots « Ceux-ci accusent » sont remplacés par les mots « Celle-ci accuse ».

Art. 143. Dans l'article 1583 du même Code, les mots « ou par le recours à des procédés de recommandé électronique permettant d'obtenir la preuve de l'envoi et du moment de l'envoi, ainsi que la preuve de l'identité de l'expéditeur » sont remplacés par les mots « ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi ».

Art. 144. Dans l'article 1584 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Les Services du Gouvernement organisent » sont remplacés par les mots « L'administration organise »;

2° à l'alinéa 3, les mots « les Services du Gouvernement transmettent » sont remplacés par les mots « l'administration transmet ».

Art. 145. Dans l'article 1585 du même Code, le mot « La » avant le mot « Ministre » est remplacé par le mot « Le ».

Art. 146. Dans l'article 1588, § 1^{er}, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « les Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « l'administration »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, le mot « vérifient » est remplacé par le mot « vérifie »;

3° à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « évaluent » est remplacé par le mot « évalue »;

4° à l'alinéa 2, les mots « veille à mettre à la disposition des Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « met à la disposition de l'administration »;

5° à l'alinéa 4, les mots « a été » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 147. L'article 1590 du même Code est abrogé.

Art. 148. Dans l'article 1591, les mots « les Services du Gouvernement constatent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « l'administration constate » et « elle notifie ».

Art. 149. Dans l'article 1592, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « ils émettent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « l'administration émet » et « elle notifie ».

Art. 150. L'article 1596 du même Code est abrogé.

Art. 151. Dans l'article 1597, du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes pour autant qu'ils résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme; »;

2° au 7°, les mots « des Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « du Ministre ou de son délégué »;

3° il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Si le bâtiment visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, il convient de répartir les charges, soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci. ».

Art. 152. Dans l'article 1600 du même Code, 1° à 5°, les « L » majuscules des mots « Les » et « L' » sont chaque fois remplacés par des « l » minuscules.

Art. 153. L'article 1606 du même Code est abrogé.

Art. 154. Dans les articles 1608 et 1609 du même Code, le « T » majuscule du mot « Troisième » est remplacé par un « t » minuscule.

Art. 155. Dans l'article 1614, les modifications suivantes sont apportées :

1° les sigles « § 1^{er} » et « § 2 » sont abrogés;

2° à l'alinéa 2, les mots « aux dispositions du § 1^{er} du présent article » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 156. Dans les articles 1616, alinéa 2, 1618, § 1^{er} et 1622, alinéa 2, du même Code, les mots « doivent être » sont remplacés par le mot « sont ».

Art. 157. Dans l'article 1632, 4°, du même Code, les mots « ci-dessus » sont abrogés.

Art. 158. Dans l'article 1650, alinéa 2, du même Code, les mots « ont été » et « a été » sont respectivement remplacés par les mots « sont » et « est ».

Art. 159. Dans l'article 1658, alinéa 2, du même Code, les mots « la transmet » sont remplacés par les mots « le transmet ».

Art. 160. L'article 1661 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1661. Les réviseurs d'entreprises, désignés par le Gouvernement, remettent à l'administration tous les avis, appréciations ou conseils que le Gouvernement sollicite. ».

Art. 161. L'article 1669 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1669. La délégation de l'autorité dans le comité de concertation de base de chacun des centres psychiatriques relevant de la Région wallonne est composée de la manière suivante :

1° a) président : le directeur général;

b) suppléant : l'inspecteur général;

2° a) membre : l'inspecteur général;

b) suppléant : le fonctionnaire de cet organisme le plus ancien dans le grade le plus élevé. ».

Art. 162. Dans l'article 1676 du même Code, les mots « sont applicables » sont remplacés par les mots « s'appliquent ».

Art. 163. L'article 1677 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1677. Les dispositions par lesquelles la Région modifie, complète ou remplace les arrêtés énumérés à l'article 1676 s'appliquent de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des modalités d'application prévues aux articles 1672 à 1768. ».

Art. 164. Dans l'article 1680 du même Code, les mots « est applicable » sont remplacés par les mots « s'applique ».

Art. 165. Dans l'article 1771 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « les Services du Gouvernement » sont à chaque fois remplacés par les mots « l'administration »;

2° à l'alinéa 2, le mot « peuvent » est remplacé par le mot « peut ».

Art. 166. Dans l'article 1774, alinéa 2, 2°, du même Code, le mot « pourront » est remplacé par le mot « peuvent ».

Art. 167. Dans l'article 1782, § 2, du même Code, les mots « doivent disposer » sont remplacés par le mot « disposent ».

Art. 168. Dans l'article 1783, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots « doivent relever » sont remplacés par le mot « relèvent ».

Art. 169. Dans l'article 1784, alinéa 4, du même Code, les mots « les Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 170. L'article 1794 du même Code est abrogé.

Art. 171. L'article 1795 du même Code est abrogé.

Art. 172. L'article 1799 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1799. § 1^{er}. La demande est introduite par toute voie conférant date certaine à l'envoi.

Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants.

Celle-ci accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Elle organise une inspection visant à évaluer de manière participative le projet de service dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre.

Au terme de ce délai, l'administration transmet le dossier pour décision au Ministre, accompagné des conclusions de l'inspection et, le cas échéant, de la réponse du pouvoir organisateur.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de deux mois.

§ 2. La demande de dérogation visée aux articles 593 et 595 de la deuxième partie du Code décretaal est introduite complétée d'un plan précisant l'affectation des locaux, les dimensions de ceux-ci et justifiant la demande en même temps que la demande d'agrément visée au paragraphe 1^{er}. ».

Art. 173. L'article 1800 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1800. La dérogation visée à l'article 709 du Code décretaal est accordée par le Ministre ou son délégué.

La demande de dérogation est introduite en même temps que la première demande d'agrément.

Elle comporte la description de l'activité, l'objectif qu'elle poursuit, la durée et la fréquence des prestations, l'affectation des ressources, les indicateurs d'évaluation de l'atteinte de l'objectif et une copie de la convention antérieurement conclue avec le bénéficiaire de l'activité accessoire.

L'administration accuse réception de la demande dans les dix jours en précisant, le cas échéant, les documents manquants.

L'administration instruit la demande dans un délai d'un mois à dater de l'accusé de réception établissant que la demande est complète.

Le Ministre ou son délégué dispose d'un délai de deux mois pour statuer.

En l'absence de décision, la demande est réputée acceptée. ».

Art. 174. L'article 1803 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1803. § 1^{er}. Le contrôle et l'évaluation des activités du service sont menés par l'inspection organisée par l'administration qui :

1° vérifie la conformité aux dispositions adoptées par ou en application du chapitre 2 du titre 2 du livre 6 la deuxième partie du Code décretaal, notamment le respect des conditions d'agrément et du maintien de celui-ci;

2° évalue le projet de service de manière participative avec les membres des équipes, des initiatives spécifiques ou des clubs thérapeutiques, en confrontant celui-ci à sa réalisation effective, en mesurant les écarts entre le projet de service et sa mise en œuvre au moyen des indicateurs définis par le service et en envisageant les perspectives de développement des activités.

Pour la vérification mentionnée au 1°, le directeur administratif veille à mettre à la disposition de l'administration les conventions institutionnelles, les procès-verbaux des réunions de concertation hebdomadaires et trimestrielles et du conseil d'avis, les autorisations légales ou réglementaires, le document d'information destiné à l'utilisateur et la comptabilité.

Pour l'évaluation mentionnée au 2^o, le directeur administratif veille à la présence de tous les membres du personnel lors de l'inspection.

§ 2. Les conclusions de l'inspection sont portées à la connaissance du pouvoir organisateur et du directeur administratif, dans le respect de la procédure visée à l'article 1798. ».

Art. 175. Dans l'article 1804 du même Code, les mots « les Services du Gouvernement constatent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « l'administration constate » et « elle notifie ».

Art. 176. Dans l'article 1805, alinéa 1^{er}, les mots « ils émettent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « l'administration émet » et « elle notifie ».

Art 177. Dans l'article 1814 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o les frais de location d'immeuble ou de partie d'immeuble, en ce compris les charges locatives y afférentes pour autant qu'ils résultent d'un contrat de bail en bonne et due forme; »;

2^o il est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Si le bâtiment sert à d'autres activités que celles qui sont financées par la subvention, il convient de répartir les charges soit en fonction du temps d'utilisation pour l'activité financée, soit en fonction de la surface requise pour celle-ci. ».

Art. 178. Dans l'article 1815, § 2, du même Code, les mots « ne sera » sont remplacés par les mots « n'est ».

Art. 179. L'article 1818 du même Code est abrogé.

Art. 180. Dans l'article 1821, alinéa 2, 2^o, du même Code, les mots « les Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « le Ministre ou son délégué ».

Art. 181. L'article 1823 du même Code est abrogé.

Art. 182. Dans l'article 1826, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 183. L'article 1860 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1860. Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Celle-ci accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Elle organise une inspection visant à évaluer le plan d'action du réseau dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'administration sont transmises dans le mois de l'inspection au pouvoir organisateur, qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, l'administration transmet le dossier pour décision au Ministre, accompagné de ses conclusions et, le cas échéant, des observations du pouvoir organisateur. ».

Art. 184. Dans l'article 1863, alinéa 2, du même Code, les mots « aux Services du Gouvernement qui en accusent » sont remplacés par les mots « à l'administration qui en accuse ».

Art. 185. Dans l'article 1864 du même Code, les mots « les Services du Gouvernement constatent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « l'administration constate » et « elle notifie ».

Art. 186. Dans l'article 1865 du même Code, les mots « ils émettent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « elle émet » et « elle notifie ».

Art. 187. L'article 1872 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1872. Lorsque le dossier est incomplet, l'administration réclame les documents manquants dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier.

Celle-ci accuse réception de la demande d'agrément dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet.

Elle organise une inspection visant à évaluer le plan d'action du service dans un délai de trois mois à partir de l'introduction du dossier complet.

Les conclusions de l'administration sont transmises dans le mois au pouvoir organisateur qui dispose d'un délai d'un mois pour faire valoir ses observations.

Au terme de ce délai, l'administration transmet le dossier pour décision au Ministre, accompagné de ses conclusions et, le cas échéant, des observations du pouvoir organisateur. ».

Art. 188. L'article 1876 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1876. Lorsque l'administration constate un manquement aux normes fixées par ou en application du chapitre 3 du titre 2 du livre 6 de la deuxième partie du Code décretaal, elle notifie la nature de celui-ci au service ainsi que le délai de mise en conformité qui ne peut être inférieur à un mois. ».

Art. 189. Dans l'article 1877, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « ils émettent » et « ils notifient » sont respectivement remplacés par les mots « elle émet » et « elle notifie ».

Art. 190. Dans l'article 1880, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les signes « 1. », « 2. » et « 3. » sont supprimés.

Art. 191. Dans l'article 1881, 7^o, du même Code, les mots « des Services du Gouvernement doit être » sont remplacés par les mots « de l'administration est ».

Art. 192. Dans l'article 1883, 1^o à 6^o, du même Code, les « L » majuscules des mots « Les » et « L' » sont remplacés par des « l » minuscules.

Art. 193. L'article 1884 du même Code est abrogé.

Art. 194. Dans l'article 1886 du même Code, les mots « au Département qui, au sein des Services du Gouvernement » sont remplacés par les mots « au département qui, au sein de l'administration ».

Art. 195. L'article 1887 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1887. § 1^{er}. Le contrôle et l'évaluation des activités du réseau ou du service sont menés par l'administration qui, conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, notamment la charte de bonne conduite administrative contenue à l'annexe I^{re} :

1^o vérifie la conformité aux dispositions adoptées par ou en application chapitre 3 du titre 2 du livre 6 de la deuxième partie du Code décretaal, notamment le respect des conditions d'agrément et du maintien de celui-ci;

2^o évalue de manière participative la mise en place du plan d'action et sa réalisation effective.

Afin de permettre la vérification visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, le réseau veille à mettre à la disposition de l'administration les dossiers relatifs au personnel engagé ou sous statut, la liste actualisée de ses membres, les conventions, les procès-verbaux des réunions du comité de pilotage et la comptabilité.

De même, le service veille à mettre à la disposition de l'administration les dossiers relatifs au personnel engagé ou sous statut, les conventions, les dossiers des bénéficiaires et la comptabilité.

Lors de l'évaluation participative visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le réseau veille à la présence de toutes les personnes en charge de la fonction de coordination lors de l'inspection.

De même, le service veille à la présence des membres du personnel.

§ 2. Les conclusions de l'inspection sont transmises dans le mois au réseau ou au service qui dispose d'un délai d'un mois pour y répondre. »

Art. 196. L'article 1888 du même Code est abrogé.

Art. 197. Dans l'article 1890, § 1^{er}, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 198. Dans l'article 1893 du même Code, les mots « aux Services du Gouvernement qui en accusent » sont remplacés par les mots « à l'administration qui en accuse ».

Art. 199. Dans l'article 1900, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « du Ministre » sont remplacés par les mots « de l'administration ».

Art. 200. Dans l'article 1901 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « doit contenir » sont remplacés par le mot « contient »;

2^o à l'alinéa 1^{er}, 3^o, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est »;

3^o à l'alinéa 2, les mots « doit contenir » sont remplacés par le mot « contient ».

Art. 201. Dans l'article 1902, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 202. Dans l'article 1903, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « énumérées aux articles 1901 et 1900 » sont remplacés par les mots « mentionnées aux articles 1900 et 1901 ».

Art. 203. Dans l'article 1905 du même Code, les mots « n'ont pu être » sont remplacés par les mots « ne sont pas ».

Art. 204. Dans l'article 1911, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « le Ministre » sont remplacés par les mots « l'administration ».

Art. 205. Dans l'article 1914, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 206. Dans l'article 1925 du même Code, les « 1 » et « 2 » sont remplacés par des « 1^o » et « 2^o ».

Art. 207. Dans l'article 1930, alinéa 2, du même Code, les mots « l'alinéa précédant » sont remplacés par les mots « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 208. Dans l'article 1932, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à l'administration ».

Art. 209. Dans l'article 1933, alinéa 2, du même Code, les mots « doit être » sont remplacés par le mot « est ».

Art. 210. Dans l'article 1939, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « au Ministre » sont remplacés par les mots « à l'administration ».

Art. 211. Dans l'article 1947, alinéa 1^{er}, les « 1. », « 2. », « 3. » sont remplacés par des « 1^o », « 2^o », « 3^o ».

Art. 212. Dans l'article 1948, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « doit être » sont remplacés par les mots « est »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « feront » sont remplacés par les mots « font ».

Art. 213. Dans les articles 21, alinéa 1^{er}, 24, alinéa 2, 26, alinéa 1^{er}, 28, 48, alinéa 1^{er}, 70, 74, alinéa 3, 79, alinéa 1^{er}, 82, alinéa 1^{er}, 138, 161, 170, alinéa 1^{er}, 187, 188, alinéa 2, 192, 196, 2^o, 328, alinéa 1^{er}, 1427, alinéa 2, 1442, 1453, alinéas 2 et 4, 1454, alinéa 2, 1456, alinéa 5, 1509, § 1^{er}, 1548, alinéa 4, 1550 et 1924 du même Code, les mots « « ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi » sont à chaque fois insérés après les mots « par lettre recommandée » ou, le cas échéant, après les mots « par lettre recommandée à la poste ».

Art. 214. Dans les articles 29, alinéa 1^{er}, 33, alinéa 1^{er}, 49, alinéa 1^{er}, 50, alinéa 1^{er}, 51, alinéa 1^{er}, 55, 58, alinéas 1^{er} et 2, 61, 62, alinéa 1^{er}, 64, et 1553 du même Code, le mot « Gouvernement » est à chaque fois remplacé par le mot « Ministre ».

Art. 215. Dans les articles 68, alinéa 2, 1396, alinéa 2, 1409, alinéa 1^{er}, 1447, alinéa 1^{er}, 1480, alinéa 1^{er}, 1584, alinéa 3, 1597, 3^o, 1649, et 1925, 1^o, du même Code, le « M » majuscule du mot « Ministre » est à chaque fois remplacé par un « m » minuscule.

Art. 216. Dans les articles 1556, alinéa 5, 1579, 5^o, 1785, alinéa 3, 10^o, 1853, alinéa 2, 3^o, et 1883, 2^o, du même Code, le « T » majuscule du mot « Titre » est à chaque fois remplacé par un « t » minuscule.

Art. 217. Dans les articles 1556, alinéa 5, 1579, 5^o, 1785, alinéa 3, 10^o, 1853, alinéa 2, 3^o, 1883, 2^o, et 1891, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code, le « L » majuscule du mot « Livre » est à chaque fois remplacé par un « l » minuscule.

Art. 218. Dans les articles 12, 1414, alinéa 3, 1419, alinéa 2, 4^o, 1422, alinéa 1^{er}, 1424, alinéa 2, 1425, alinéa 3, 1426, alinéa 2, 1440, alinéa 1^{er}, 1441, alinéa 1^{er}, 1442, 1443, § 1^{er}, alinéa 4, 1447, alinéa 1^{er}, 1458, 1473, 1482, alinéa 1^{er}, 1490, alinéa 1^{er}, 1491, 2^o, 1495, alinéa 1^{er}, 1496, alinéa 1^{er}, 1^o, 1499, 3^o, 1504, 1525, 1532, 1546, 1551, 1556, alinéa 5, 1564, 1^o et 2^o, 1567, alinéas 1 et 2, 1568, alinéa 1^{er}, 1569, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1570, alinéa 1^{er}, 1571, alinéa 1^{er}, 1572, 1573, alinéa 2, 2^o, 1575, 1576, alinéa 1^{er}, 1577, 1578, alinéa 1^{er}, 1579, 1580, alinéa 1^{er}, 1582, alinéa 1^{er}, et alinéa 1^{er}, 3^o, 1584, alinéa 1^{er}, 1587, 1588, § 1^{er}, alinéa 2, 1595, alinéas 1^{er}, 1595, alinéa 1^{er}, alinéas 2, 1^o, 3 et 4, 1597, 10^o et 11^o, 1604, alinéas 1^{er} et 2, 1605, 1607, 1769, 1^o à 3^o, 1770, alinéas 2 et 3, 1772, 1773 et 1773, 5^o, 1774, alinéa 1^{er} et 2, 5^o, 1777, 1778, alinéas 1^{er}, 2, 3^o à 5^o, 1^o à 3^o, 4, 2^o, 3^o, 6^o, 5, 1^o, 6, 1^o, 1^o et 2^o, 1781, 1783, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1785, alinéa 3, 10^o, 1789, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1790, 9^o, 1793, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1796, alinéa 1^{er}, 1797, § 1^{er}, 1798, 1801, alinéa 1^{er}, 1802, 1804, alinéa 1^{er}, 1808, 1810, alinéa 1^{er},

1813, 1814, 10° et 11°, 1817, 1819, 1822, 1824, 1825, 1826, alinéa 1^{er}, 1850, 1° à 3°, 1851, 1852, 1853, alinéa 1^{er} et 2, 3°, 1854, 1857, alinéas 1^{er} et 2, 1858, alinéa 1^{er} et 1^{er}, 2° et 3°, 1862, 1864, 1868, 1870, 1874, 1875, alinéa 1^{er}, 1880, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1881, 10° et 11°, 1883, 2°, 1885, 1889, 1890, § 1^{er}, alinéa 2 et § 2, 1891, alinéa 1^{er}, 1892, alinéa 1^{er} et alinéa 1^{er}, 4°, 1893, 1894, alinéa 1^{er}, 1900, alinéa 3 et 1919, alinéa 1^{er}, du même Code, le « D » majuscule du mot « Deuxième » est à chaque fois remplacé par un « d » minuscule.

Art. 219. Dans les articles 1408, alinéa 4, 1421, 1448, 1452, 1579, 5°, 1891, alinéa 1^{er}, 3°, 1903, alinéa 2, 1906, alinéa 2, et 1910, alinéa 2, du même Code, le « P » majuscule du mot « Première » est à chaque fois remplacé par un « p » minuscule.

Art. 220. Dans les articles 79, alinéa 6, 130, alinéa 4, 1443, alinéa 4, 1450, alinéa 4, 1548, alinéa 4, et 1915, alinéa 3, du même Code, les mots « par lettre recommandée ou par pli déposé contre accusé de réception » sont à chaque fois remplacés par les mots « par lettre recommandée, par pli déposé contre accusé de réception ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi ».

Art. 221. Dans les articles 1469, alinéa 5, 1473, alinéa 4, 1478, alinéa 4, 1492, § 1^{er}, 1497, § 1^{er}, 1500, § 1^{er}, 1928, alinéa 3, 1933, alinéa 4, et 1948, alinéa 5, du même Code, les mots « ou par toute modalité déterminée par le Gouvernement conférant date certaine à l'envoi » sont à chaque fois remplacés par les mots « ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi ».

Art. 222. Dans les articles 1576, alinéa 3, 1580, alinéa 1^{er}, 1587, 1594, alinéa 1^{er}, 1770, alinéa 5, 1783, § 2, alinéa 1^{er}, 1784, alinéa 1, 1786, 1789, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1793, § 2, 1796, alinéa 2, 1807, alinéa 1^{er}, 1810, alinéa 3, 1821, alinéa 5, 3°, 1867, alinéa 1^{er}, 1875, alinéa 2, 1879, alinéa 1^{er}, et 1891, alinéa 2, du même Code, les mots « aux Services du Gouvernement » sont à chaque fois remplacés par les mots « à l'administration ».

Art. 223. Dans les articles 1597, 6°, 1881, 1° et 6°, et 1882, 2°, du même Code, le « S » majuscule du mot « Services » est à chaque fois remplacé par un « s » minuscule.

Art. 224. Dans les articles 1598, 3° et 6°, 1601, 1603, 1607, 1801, alinéa 2, 1811, 2° et 6°, 1814, 7°, 1815, § 1^{er}, alinéa 3, 1825, 3°, 1827, 1829, 1863, alinéa 1^{er}, 1867, alinéa 2, 1875, alinéa 1^{er}, 1880, § 1^{er}, l'alinéa 3, 1895 et 1897, du même Code, les mots « des Services du Gouvernement » sont à chaque fois remplacés par les mots « de l'administration ».

Art. 225. Dans les articles 1682, 1684, 1686, 1687, 1688, 1689, 1691 à 1697, 1699, 1702 à 1704, 1706, 1707, 1711 à 1713; 1715, 1716, 1717, 1719, 1725 et 1726, 1731 à 1733, 1735 à 1737, 1739 à 1743, 1746, 1747, 1749, 1754, 1756, 1758, alinéa 2, 1761 et 1762 du même Code, les mots « doit se lire » sont à chaque fois remplacés par les mots « se lit ».

Art. 226. Dans les articles 1683, 1685, 1690, 1701, 1708, 1714, 1716, 1718, alinéas 1 et 2, 1724, 1727, 1728, 1734, 1748, 1750 et 1755 du même Code, les mots « n'est pas applicable » sont à chaque fois remplacés par les mots « ne s'applique pas ».

Art. 227. Dans les articles 1705, 1720, 1721, 1722, 1723, 1729, 1730, 1752, 1753, 1757, 1759, 1760, 1763, 1765, 1766 et 1767, du même Code, les mots « ne sont pas applicables » sont à chaque fois remplacés par les mots « ne s'appliquent pas ».

Art. 228. Dans les articles 1706, 1765 et 1766 du même Code, le « M » majuscule de « Ministères » est à chaque fois remplacé par un « m » minuscule.

Art. 229. L'annexe 11 du même Code est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 230. Dans l'annexe 119 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le point 1.2, alinéa 1^{er}, tiret 5, les mots « pour que des véhicules dont la charge par essieu est de treize maximum » sont remplacés par les mots « pour que des véhicules dont la charge par essieu est de treize tonnes maximum »;

2° dans le point 3.2.1, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) une saillie horizontale et continue de largeur (a) égale ou supérieure à soixante cm, raccordée au plancher; »;

3° dans le point 4.2.2.7, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La pente des volées d'escalier ne peut dépasser septante cinq pour cent (angle de pente maximal de 37°). »;

4° le point 6.1.3.6 est remplacé par ce qui suit :

« 6.1.3.6. Une thermo coupure est prévue dans le bain d'huile et dans les enroulements du moteur d'entraînement de la pompe.

Les caractéristiques minimales de l'huile :

- point d'éclair en vase ouvert: cent nonante degrés Celsius;

- point d'auto inflammation: trois cent cinquante degrés Celsius. »;

5° le point 6.4.4.1 est remplacé par ce qui suit :

« 6.4.4.1. La tuyauterie est réalisée à partir de tubes en acier sans soudure, en cuivre ou en alliage de cuivre, conçus pour une pression d'utilisation de vingt bars.

Les tronçons qui constituent la tuyauterie sont assemblés :

- par soudure autogène;

- par brasure au moyen d'alliages dont le point de fusion est au moins égal à cinq cents degrés Celsius.

Toutefois, dans la mesure compatible avec les nécessités de démontages et de remontages éventuels, l'utilisation de raccords mécaniques spécialement conçus pour les gaz de pétrole liquéfiés est autorisée. »;

6° le point 6.5.2.4.2 est remplacé par ce qui suit :

« 6.5.2.4.2. Sont interdits :

- le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion;

- le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse cent quatre-vingt degrés Celsius. »;

7° le point 6.5.3 est remplacé par ce qui suit :

« 6.5.3. Appareils locaux de chauffage.

Les appareils locaux assurant le chauffage complémentaire ou d'appoint sont électriques et répondent aux conditions suivantes :

- tout contact même fortuit d'un objet quelconque avec les résistances chauffantes est exclu;

- la température de l'air à l'orifice de sortie ne dépasse en aucun cas quatre-vingt degrés Celsius;

- la température des surfaces extérieures accessibles des appareils ne peut en aucun cas dépasser septante degrés Celsius. »;

8° le point 6.5.5.4 est remplacé par ce qui suit :

« 6.5.5.4. A l'endroit où les conduits utilisés pénètrent dans les locaux desservis, la température de l'air distribué ne peut dépasser quatre-vingt degrés Celsius. »;

9° le point 6.6.5.3.3 est remplacé par ce qui suit :

« 6.6.5.3.3. La colonne alimentant les dévidoirs muraux à alimentation axiale a un diamètre intérieur suffisant pour assurer les débits prévus par la norme à l'orifice de la lance la plus défavorisée sous une pression d'au moins deux virgule cinq bars. ».

Art. 231. Dans le point 16.4, alinéa 2, de l'annexe 120 du même Code, les mots « à l'annexe 112 » sont remplacés par les mots « à l'annexe 119 ».

Art. 232. Les annexes 2, 3, 34 et 130 du même Code sont abrogées.

Art. 233. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2015 :

1° le décret du 20 février 2014 modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue d'harmoniser et de simplifier le processus d'octroi et de contrôle des subventions et les rapports d'activités;

2° le présent arrêté.

Art. 234. Le Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 décembre 2014.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe

Annexe 11 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Méthode de calcul et dépenses éligibles pour la détermination de la tarification des services offerts.

Le coût journalier réel du gîte ou du gîte et du couvert se déterminent en divisant la somme des coûts éligibles de l'année de référence par la moyenne du nombre de nuitées des trois dernières années.

- Pour les coûts éligibles, l'année de référence commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle sera appliquée la nouvelle tarification;

- Coûts éligibles : les coûts à prendre en considération sont répertoriés dans le tableau ci-dessous. Ce tableau est complété sur base des informations fournies dans le bilan et le compte de résultats de l'année de référence avalisés par le pouvoir organisateur (assemblée générale, conseil de l'aide sociale ou collège communal). Lorsque le responsable d'une maison d'hébergement de type familial est une personne physique, cette dernière certifie sincère et véritable les coûts éligibles;

- Moyenne du nombre de nuitées : moyenne du nombre de nuitées enregistrées par la maison d'accueil, la maison de vie communautaire et la maison d'hébergement de type familial durant les trois années qui précèdent celle au cours de laquelle sera appliquée la nouvelle tarification.

Ce coût journalier est calculé au cours du 1^{er} trimestre de l'année civile en cours et entre en vigueur au plus tard le premier avril de cette même année.

Nuitées réalisées durant les 3 années précédentes : Nuitées 20 - - Nuitées 20 - - Nuitées 20 - -	Moyenne à prendre en considération
Intitulé	Montants
Approvisionnements et marchandises	
Achats alimentation (incluant l'alimentation adaptée aux enfants)	+
Loyers et charges locatives	
Loyers	+
Entretien et réparation immeuble	+
Entretien et réparation mobilier	+
Entretien et réparation du matériel	+
Entretien et réparation du matériel roulant	+
Entretien et réparation du matériel ou des installations de sécurité	+
Autres charges locatives et entretien	+
Fourniture hébergement	
Eau	+
Electricité	+
Chauffage	+
Frais de nettoyage et produits d'entretien	+
Lingerie domestique	+

Nuitées réalisées durant les 3 années précédentes : Nuitées 20 - - Nuitées 20 - - Nuitées 20 - -	Moyenne à prendre en considération
Frais de buanderie	+
Matériel de puériculture	+
Nécessaires premier secours et premiers soins (pharmacie)	+
Fourniture et petit matériel divers liés à l'hébergement	+
Télédistribution et abonnements TV	+
Rétributions de tiers liées à l'hébergement	
Assurances incendie	+
Assurances véhicules	+
Honoraires et autres rétributions liés à l'hébergement	+
Transport et frais y afférents liés à l'hébergement	+
Part à charge de l'institution du coût salarial du personnel technique (conciergerie, entretien, cuisine et ouvrier) lié à l'hébergement	+
Part à charge de l'institution des dotations aux amortissements et aux réductions de valeur sur immobilisations	
Amortissement de l'immeuble (dotation)	+
Amortissement IMO (dont systèmes de sécurité) (dotation)	+
Amortissement du mobilier (dotation)	+
Amortissement matériel roulant (dotation)	+
Réductions de valeurs sur créances commerciales à 1 an au plus	
Créances irrécouvrables des hébergés (dotation +)	+ 80 %
Créances irrécouvrables des hébergés (reprise -)	- 80 %
Précompte immobilier et taxes liées à l'hébergement	+
Participation des hébergés	
Dans les frais de buanderie	-
Autres participations des hébergés	-

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2014 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en vue d'harmoniser et de simplifier le processus d'octroi et de contrôle des subventions et les rapports d'activités.

Namur, le 4 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/207536]

4 DECEMBER 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid met het oog op de harmonisatie en de vereenvoudiging van het proces waarbij de subsidies toegekend en gecontroleerd worden en van de activiteitenverslagen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid, gewijzigd bij de decreten van 1 december 2011, 31 januari 2013, 21 februari 2013, 7 maart 2013, 18 april 2013, 19 september 2013, 10 oktober 2013, 23 januari 2014 en 31 januari 2014;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2014;

Gelet op het advies 56.408/4 van de Raad van State, gegeven op 23 juli 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid), gegeven op 19 februari 2014;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de Wallonie" (Sociaal-economische raad van Wallonië), gegeven op 17 maart 2014;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 7, 1^o, a), b) en c) van het reglementair deel van het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid wordt gewijzigd als volgt :

« a) een vertegenwoordiger van een organisatie voor de bescherming van de belangen van de bewoners;

b) twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties van de sector;

c) een vertegenwoordiger van de centra voor de coördinatie van thuiszorg en -hulpverlening. ».

Art. 3. In artikel 8 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o onder 1^o wordt het getal « 50 » vervangen door het woord « vijftig »;

2^o onder 2^o wordt het getal « 30 » vervangen door het woord « dertig »;

3^o onder 3^o wordt het getal « 25 » vervangen door het woord « vijfentwintig ».

Art. 4. Het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een boek I/1, luidend als volgt :

« BOEK I/1. — Transversale bepalingen

TITEL I. — Uitbetaling van de subsidies

Art. 12/1. § 1. Behoudens andersluidende bepaling waarin voorzien wordt in het tweede deel, worden de jaarlijkse subsidies die aan de operatoren Sociale actie en Gezondheid verleend worden door de bevoegde Minister uitbetaald in hoogstens twee voorschotten en een saldo.

Een voorschot van vijftientig percent van het geïndexeerde bedrag van de laatst gecontroleerde subsidie wordt uiterlijk 1 maart van het subsidiejaar uitbetaald.

Een tweede voorschot, met name het verschil tussen het voorschot bedoeld in het tweede lid en het bedrag gelijk aan negentig geïndexeerde percent van de subsidie gecontroleerd in de loop van het subsidiejaar, kan uiterlijk 1 september van het subsidiejaar uitbetaald worden.

Het saldo wordt na onderzoek door de administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 uitbetaald onder de voorwaarden waarin dit Wetboek voorziet.

Na ontvangst van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 kan de administratie verzoeken om de overlegging van elk bijkomend bewijsstuk dat ze nodig acht voor de controle op het gebruik van de subsidies. In dat geval wordt het saldo uitbetaald na onderzoek van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 en van de opgevraagde bijkomende stukken.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, worden de subsidies het eerste subsidiëeringsjaar door de bevoegde Minister uitbetaald in hoogstens één voorschot en een saldo.

Het voorschot, met name vijftientig percent van het bedrag van de verwachte subsidie, met verwijzing naar de subsidies uitbetaald aan de operatoren Sociale actie en Gezondheid erkend of herkend en gesubsidieerd op grond van dezelfde bepalingen of met verwijzing naar de voorbegroting als er één is, wordt uitbetaald uiterlijk binnen drie maanden van de toelaatbaarheid tot de subsidie.

Het saldo wordt na onderzoek door de administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 uitbetaald onder de voorwaarden waarin dit Wetboek voorziet.

Na ontvangst van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 kan de administratie verzoeken om de overlegging van elk bijkomend bewijsstuk dat ze nodig acht voor de controle op het gebruik van de subsidies. In dat geval wordt het saldo uitbetaald na onderzoek door de administratie van het bewijsdossier bedoeld in artikel 12/2 en van de opgevraagde bijkomende stukken.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de subsidies verleend ter uitvoering van de boeken IV en V van het tweede deel van het decreetgevend wetboek.

TITEL II. — Bewijsdossier

Art. 12/2. § 1. Behoudens andersluidende bepaling waarin voorzien wordt in het tweede deel, richten de subsidiebegunstigden, uiterlijk 1 maart van het jaar na het subsidiejaar waarop het betrekking heeft, aan de administratie, bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum aan de zending geeft, een dossier ter rechtvaardiging van het gebruik van hun subsidies.

Het bewijsdossier bevat :

1^o een schuldvoorderingsaangifte;

2^o een verklaring op erewoord;

3^o een recapitulatieve afrekening.

In de verklaring op erewoord bedoeld in het tweede lid 2, 2^o, bevestigt de subsidiebegunstigde op zijn minst :

1^o dat hij de subsidies gebruikt voor de doeleinden waarvoor ze hem toegekend worden;

2^o dat hij niet in aanmerking komt voor een financieringsbron die niet in de recapitulatieve afrekening vermeld wordt voor kosten en uitgaven gedekt door de subsidies;

3^o dat hij de administratie kennis gegeven heeft van elk element waarvan hij kennis heeft en dat een weerslag kan hebben op de uitbetaling of de berekening van het subsidiebedrag.

De recapitulatieve afrekening bedoeld in het tweede lid, 3^o, afgestemd op de specificiteiten van elke erkende sector en op de subsidiëeringswijze die op hen toepasselijk is, omvat, voor de gesubsidieerde opdrachten, de volledige staat van de ontvangsten en uitgaven van de subsidiebegunstigde voor het subsidiejaar.

§ 2. Het bewijsdossier van de O.C.M.W.'s en de gemeenten die beschikken over één of meer erkenningen bedoeld in het tweede deel van dit Wetboek bevat geen recapitulatieve afrekening zoals bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 3°. Het bevat, naast de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1° en 2°, de documenten die uit hun boekhouding getrokken worden.

§ 3. De paragrafen 1 en 2 zijn niet van toepassing op de begunstigden van de subsidies verleend ter uitvoering van boek IV van het tweede deel van het decreetgevend Wetboek.

TITEL III. — Activiteitenverslag

Art. 12/3. Behoudens andersluidende bepaling waarin voorzien wordt in het tweede deel van dit Wetboek, bestaat het activiteitenverslag bedoeld in artikel 46 van het decreetgevend Wetboek uit vijf delen :

- 1° het eerste deel betreft de identificatie van de operator;
- 2° het tweede deel betreft de activiteiten verricht in de loop van bedoeld jaar;
- 3° het derde jaar betreft de bestemmingen van de dienstverleningen van de operator of doelgroepen;
- 4° het vierde deel betreft de gegevens eigen aan het activiteitendomein van de operator;
- 5° het vijfde deel betreft de auto-evaluatie en de ontwikkelingsvooruitzichten van de operator.

De Minister bepaalt de inhoud van elk deel van het jaarlijks activiteitenverslag.

Het jaarlijks activiteitenverslag heeft de vorm van een elektronisch formulier.

Het jaarlijks activiteitenverslag is volledig en wordt aan de administratie gericht.

Als de Minister acht dat de administratie de nodige gegevens voor de opstelling van het activiteitenverslag rechtstreeks kan verkrijgen bij authentieke bronnen van andere administraties of instellingen, kan hij de aanvrager ervan vrijstellen ze aan de administratie over te maken. ».

Art. 5. In artikel 21, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 48 tot en met 65 » vervangen door de woorden « 48 tot 56 ».

Art. 6. In artikel 22 van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt de hoofdletter « A » van het woord « Annexe » vervangen door een kleine « a ».

Art. 7. Artikel 25 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 8. In artikel 35, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie wordt een komma ingevoegd tussen de woorden « Commission wallonne de l'Action sociale » en « définir » ;

2° in de Franse versie wordt de komma tussen de woorden « définir » en « un plan » geschrapt.

Art. 9. In artikel 36, derde lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « accompagné » en « envoyé » vervangen door de woorden « accompagnée » en « envoyée ».

Art. 10. Artikel 37 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 38 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 21, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « doit, pour être reconnu, répondre aux conditions suivantes » vervangen door de woorden « répondent, pour être reconnus, aux conditions suivantes ».

Art. 13. In artikel 43, vierde lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt het woord « nuits » vervangen door het woord « nuit ».

Art. 14. Artikel 66 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 67 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 16. In artikel 68, tweede lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « l'alinéa précédent » vervangen door de woorden « l'alinéa 1^{er} ».

Art. 17. Artikel 75 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 76 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De artikelen 70 tot en met 75 zijn toepasselijk op » vervangen door de woorden « de artikelen 70 tot 74 zijn van toepassing » ;

1° in het tweede lid (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est ».

Art. 19. In artikel 78, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zijn toepasselijk » vervangen door de woorden « zijn van toepassing ».

Art. 20. In artikel 83 van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « doivent, pour être agréés, répondre » vervangen door de woorden « répondent, pour être agréés, ».

Art. 21. In artikel 97, vierde lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est ».

Art. 22. In artikel 99 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est » ;

2° in het tweede lid, 2°, (Franse versie) worden de woorden « doit accompagner » vervangen door het woord « accompagne » ;

3° in het tweede lid, 3°, (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est » ;

4° in het tweede lid, 4°, (Franse versie) worden de woorden « doit établir » vervangen door het woord « établit » ;

1° in het vierde lid (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est ».

Art. 23. In artikel 101, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « dient de personeelsformatie bedoeld in de artikelen 103 tot 106, en 110 van het decreetgevend deel van het Wetboek bestendig ingevuld te zijn voor elk van de voorziene functies » vervangen door de zin « is de personeelsformatie bedoeld in de artikelen 103 tot 106, en 110 van het decreetgevend deel van het Wetboek bestendig ingevuld voor elk van de voorziene functies » ;

1° in het derde lid worden de woorden « dienen gerechtvaardigd te worden » vervangen door de woorden « worden gerechtvaardigd ».

Art. 24. In artikel 106 van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « sont tenues d'informer » vervangen door het woord « informant ».

Art. 25. In artikel 109, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt het woord « alloué » vervangen door het woord « allouée ».

Art. 26. In artikel 110 van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt het woord « prise » vervangen door het woord « pris ».

Art. 27. Artikel 114 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 28. In artikel 116, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « doit justifier » telkens vervangen door het woord « justifie ».

Art. 29. In artikel 126, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de getallen « 6 » en « 10 » respectievelijk vervangen door de woorden « zes » en « tien ».

Art. 30. In artikel 127, tweede lid, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt de hoofdletter « A » van het woord « Annexe » vervangen door een kleine « a ».

Art. 31. In artikel 128, 2°, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt de hoofdletter « P » van het woord « Personnes » vervangen door een kleine « p ».

Art. 32. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 33. In artikel 135 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 3°, (Franse versie) wordt de hoofdletter « A » van het woord « Annexe » vervangen door een kleine « a ».

1° in het tweede lid worden de woorden « moet binnen vijftien dagen aan het bestuur meegedeeld worden » vervangen door de woorden « wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld. ».

Art. 34. Artikel 139 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 35. In artikel 142 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie wordt de komma tussen de woorden « institution privée » en « atteste » geschrapt;

2° de woorden « geeft de bedrijvigheidszetel op waarvoor de erkenning is aangevraagd » sont remplacés par les mots « vermeldt het ambtsgebied waarvoor de erkenning is aangevraagd ».

Art. 36. In artikel 154 van hetzelfde Wetboek (Franse versie) worden de woorden « doit être » vervangen door het woord « est ».

Art. 37. Artikel 155 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 38. Artikel 156 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 163, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « in de bijlagen 15 » vervangen door de woorden « in bijlage 15 ».

Art. 40. Artikel 166 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 167 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 42. Artikel 168 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel 169, 5°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 44. In artikel 170 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « aan de Minister, die zich uitsprekt binnen twee maanden » vervangen door de woorden « aan de administratie »;

2° in het eerste lid wordt de zin « De Minister spreekt zich uit binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de datum van indiening van de aanvraag. » na de eerste zin ingevoegd;

3° in het tweede lid worden de woorden « titel 3 van Boek 1 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek » vervangen door de woorden « titel III van boek 1 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek ».

Art. 45. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « bedoeld in vorig lid » vervangen door de woorden « bedoeld in het eerste lid ».

2° in het tweede lid wordt de hoofdletter « A » van het woord « Bijlage » telkens vervangen door een kleine « a »;

3° in het derde lid worden de woorden « bedoeld in het vorige lid » vervangen door de woorden « bedoeld in het tweede lid ».

Art. 46. Artikel 174 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 47. Artikel 175 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 48. Artikel 176 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 49. Artikel 178 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 50. In artikel 181, eerste lid, 1° tot 4°, van hetzelfde Wetboek (Franse versie) wordt de hoofdletter « U » van de woorden « Un » telkens door een kleine « u » vervangen.

Art. 51. Artikel 186 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 186. Om erkend te worden, voldoet het Centrum voor maatschappelijk werk aan de volgende voorwaarden :

1° hetzij de vorm hebben aangenomen van een vereniging zonder winstoogmerk, die de in artikel 1984 bepaalde opdracht als uitsluitende doelstelling heeft, hetzij opgericht zijn door een landsbond of een ziekenfonds zoals bepaald bij de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen;

2° minstens drie geschoolde beroepskrachten voltijds tewerkstellen indien ze beschikken over het diploma maatschappelijk assistent(e) bepaald bij de wet van 12 juni 1945 tot bescherming van den titel van maatschappelijk assistent of over het diploma gegradueerd sociaal verpleger bepaald bij het koninklijk besluit van 17 augustus 1957 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder het diploma van vroedvrouw, verpleger of verpleegster wordt toegekend en waaronder het beroep wordt uitgeoefend, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 juli 1960, of over een overeenkomstig artikel 25, 3°, van bovenbedoeld koninklijk besluit gelijkwaardig verklaarde titel, of over een gelijkwaardig verklaard buitenlands diploma;

3° over een centraal secretariaat en één of meer consultatiebureaus beschikken;

4° een bestendige dienst van minimum tien uur per week en per voltijdse equivalent werknemer waarnemen, overeenkomstig artikel 193, tweede lid ;

5° op de verschillende plaatsen waar de zittingen en raadplegingen plaatsvinden over de nodige uitrusting beschikken om zijn opdracht doelmatig en discreet te volbrengen, met dien verstande dat de wachtkamer en de spreekkamer van elkaar gescheiden zijn;

6° open staan voor alle personen, ongeacht hun ideologische, filosofische of godsdienstige overtuiging, ongeacht hun nationaliteit, waarbij geen aansluiting bij het Centrum voor maatschappelijk werk wordt geëist;

7° vooraf gedurende minstens zes maanden de in artikel 184 bedoelde activiteiten uitgeoefend hebben, hetzij met minstens één voltijds bezoldigde beroepskracht zoals bepaald onder 2°, hetzij met twee of verschillende halftijds bezoldigde beroepskrachten.

Twee van de drie voltijdse betrekkingen bedoeld in het eerste lid, 2°, mogen uitgeoefend worden door verschillende halftijds tewerkgestelde beroepskrachten. Minstens de helft van de tewerkgestelde geschoolde beroepskrachten van het Centrum beschikt over een diploma maatschappelijk assistent(e).

Het aantal uren vermeld in het eerste lid, 4°, kan onder de consultatiebureaus verdeeld worden. De bestendige dienst bedoeld in het eerste lid, 4°, wordt waargenomen door gekwalificeerde beroepskrachten in de zin van het eerste lid, 2°, die al dan niet deel uitmaken van het aantal personeelsbestanden die in aanmerking genomen worden voor de toekenning van de subsidies. Die bestendige dienst wordt minstens vierenvestig weken per jaar waargenomen. ».

Art. 52. In artikel 187 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de Minister » vervangen door de woorden « de administratie ».

Art. 53. In artikel 188, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt de zin « De weigering van de erkenning moet met redenen omkleed zijn » geschrapt.

Art. 54. In artikel 189, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « artikel 195 » vervangen door de woorden « artikel 12/1 ».

Art. 55. Artikel 191 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 191. Alvorens over te gaan tot de schorsing of de intrekking van de erkenning geeft de Minister of diens afgevaardigde het Centrum, in een gemotiveerd aangetekend schrijven of door elk ander middel dat een vaste datum aan de zending verleent, kennis van zijn voornemen tot schorsing of intrekking van de erkenning. Het Centrum beschikt vervolgens over een termijn van één maand om zijn standpunt bekend te maken; zodra die termijn verstreken is, kan de Minister een beslissing nemen. ».

Art. 56. In artikel 194, paragraaf 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van de eerste zin worden de woorden « bedoeld in vorig lid » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 193 »;

2° in het eerste lid, wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° een jaarlijkse forfaitaire subsidie van 21.565,50 euro per geschoolde beroepskracht met volledige dagtaak; »;

3° er worden drie leden ingevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft de geschoolde beroepskrachten met driekwart of halftijdse dagtaak staat het in lid 1, 1°, bedoelde subsidiebedrag in verhouding tot de duur van hun prestaties.

Overeenkomstig het raamakkoord voor de Waalse non-profitsector, gesloten op 16 mei 2000, wordt het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid, 1°, met 2.799 euro verhoogd vanaf 1 januari 2005.

Bovenop de subsidie bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt jaarlijks een bijkomende forfaitaire subsidie van 5.113 euro toegekend aan de Centra die opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk en die vanwege hun organisatie niet beschouwd kunnen als behorend tot een landsbond of een verbond van ziekenfondsen bedoeld in artikel 2 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen. ».

Art. 57. Artikel 195 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 58. In artikel 196 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 4° is het teken “;” vervangen door het teken “.”;

2° punt 5° wordt opgeheven.

Art. 59. In artikel 197 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “moeten hen worden toegestaan ” vervangen door de woorden “worden hen toegestaan”;

2° in het tweede lid worden de woorden “worden ertoe gehouden op hun aanvraag alle inlichtingen waarover ze beschikken en met betrekking tot de toepassing van deze titel, te verstrekken,” vervangen door de woorden “verstrekken alle inlichtingen waarover ze beschikken en met betrekking tot de toepassing van deze titel”.

Art. 60. In artikel 198 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “zijn er ook toe gehouden op de straatgevel een bericht aan te plakken” vervangen door de woorden “plakken op de straatgevel een bericht aan”.

Art. 61. In artikel 230 worden woorden “De op de begroting uitgetrokken bedragen die bestemd zijn voor de uitvoering van deze titel, worden jaarlijks” vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 12/1 worden de op de begroting uitgetrokken bedragen die bestemd zijn voor de uitvoering van deze titel, jaarlijks”.

Art. 62. In artikel 234 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt : “In afwijking van de artikelen 12/1 en 12/2 wordt de aanvraag om subsidie één keer per jaar bij de administratie ingediend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn aan de hand van een door de Minister bepaald typeformulier.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “moet de aanvraag uiterlijk op 31 mei van het subsidiejaar ingediend worden” vervangen door de woorden “wordt de aanvraag uiterlijk op 31 mei van het subsidiejaar ingediend”.

Art. 63. Artikel 235 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 64. In de eerste zin van artikel 332, § 1 en 2, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden “doit occuper” telkens vervangen door het woord “occupe”.

Art. 65. In artikel 333, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “in de artikelen 338 en 341 en volgende” vervangen door de woorden “in de artikelen 341, 343, 344 en 349”.

Art. 66. In artikel 335, derde lid, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden “se verra octroyer” vervangen door de woorden “bénéficie d”.

Art. 67. In artikel 337 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de Minister" vervangen door de woorden "aan het Bestuur".

Art. 68. In artikel 339 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, eerste zin, worden de woorden "De subsidies toegekend overeenkomstig artikel 246 van het decreetgevend deel van het Wetboek" vervangen door de woorden "De subsidies die voor de bijscholingscursussen toegekend worden overeenkomstig artikel 246 van het decreetgevend deel van het Wetboek";

2° in § 1, eerste lid, tweede zin, worden, in de Franse versie, de woorden "doivent se dérouler" vervangen door de woorden "se déroulent";

3° in § 2 worden de woorden "moet minstens twee uren duren" vervangen door de woorden "duurt minstens twee uren";

4° in § 4 worden de woorden "Zoniet zullen ze een strafmaatregel opgelegd krijgen" vervangen door de woorden "Zoniet wordt hen een strafmaatregel opgelegd".

Art. 69. In artikel 355, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "het vorige lid" vervangen door de woorden "het eerste lid".

Art. 70. Artikel 358 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 358. De diensten moeten de in de artikelen 340, 341, 342, 343, 344, 349 en 351 bedoelde subsidies aanvragen binnen de maand na afloop van het kwartaal in de loop waarvan de prestaties verricht werden."

Art. 71. Het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk IV van titel IV van boek IV van het tweede deel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Afdeling 5 - Contrôle".

Art. 72. In artikel 363 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse versie worden de woorden "s'agira" en "convindra" respectievelijk vervangen door de woorden "s'agit" en "convient";

2° in de Franse versie wordt het woord "de" ingevoegd tussen het woord "adultes" en het woord "générations".

Art. 73. In artikel 1396 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de onderafdelingen "1^o" en "2^o" worden opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "bedoeld in punt 1^o" vervangen door de woorden "bedoeld in het eerste lid".

Art. 74. In artikel 1397 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "sont applicables" vervangen door de woorden "s'appliquent".

Art. 75. In artikel 1398, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moeten de rust- en verzorgingstehuizen die geen werkingsvergunning als rustoord genieten, zich uiterlijk op 1 januari 2020 aan bijlage 119 aanpassen; in afwachting daarvan moeten ze zich minstens aan de eisen van het koninklijk besluit van 6 november 1979 tot vaststelling van de normen inzake beveiliging tegen brand en paniek waaraan ziekenhuizen moeten voldoen, aanpassen" vervangen door de woorden "passen de rust- en verzorgingstehuizen die geen werkingsvergunning als rustoord genieten, zich uiterlijk op 1 januari 2020 aan bijlage 119 aan; in afwachting daarvan passen ze zich minstens aan de eisen van het koninklijk besluit van 6 november 1979 tot vaststelling van de normen inzake beveiliging tegen brand en paniek waaraan ziekenhuizen moeten voldoen, aan".

Art. 76. In artikel 1399 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt, in de Franse versie, het woord "pourra" vervangen door het woord "peut";

2° in het derde lid worden, in de Franse versie, de woorden "devra tenir compte" vervangen door de woorden "tient compte";

3° in het vierde lid worden, in de Franse versie, de woorden "doit être" vervangen door het woord "est".

Art. 77. In artikel 1400, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "zou moeten worden toegelaten" vervangen door de woorden "niet moet worden toegelaten".

Art. 78. In artikel 1401, tweede lid, van het Wetboek worden de woorden "moet de burgemeester de aanvrager het bovenbedoelde attest bezorgen" vervangen door de woorden "bezorgt de burgemeester de aanvrager het bovenbedoelde attest".

Art. 79. In artikel 1402 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "moet onderworpen worden" vervangen door de woorden "wordt onderworpen".

Art. 80. In artikel 1403 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de onderafdeling van artikel 1403 in twee paragrafen wordt opgeheven;

2° in de Franse versie worden de woorden "sont applicables" vervangen door de woorden "s'appliquent".

Art. 81. In artikel 1404 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "moeten voldoen aan" vervangen door de woorden "voldoen aan";

2° in 1° worden de woorden "moet in aanmerking komen voor een werkingsvergunning op het tijdstip van de aanvraag om globale erkenning, of het voorwerp uitmaken van" vervangen door de woorden "komt in aanmerking voor een werkingsvergunning op het tijdstip van de aanvraag om globale erkenning, of maakt het voorwerp uit van";

3° in 2° worden de woorden "mag niet meer dan 10 km bedragen" vervangen door de woorden "bedraagt niet meer dan 10 km".

Art. 82. In artikel 1405 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt, in de Franse versie, het woord "pourra" vervangen door het woord "peut";

2° in het derde lid worden de woorden "moeten minstens de normen betreffende de huisvesting nageleefd worden" vervangen door de woorden "worden minstens de normen betreffende de huisvesting nageleefd";

3° in het vierde lid worden, in de Franse versie, de woorden "doit être" vervangen door het woord "est".

Art. 83. Artikel 1410 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1410. De maximumcapaciteit van de rustoordbedden en van de rust- en verzorgingsbedden wordt op 49.659 bedden vastgelegd voor het geheel van het grondgebied van het Franse taalgebied".

Art. 84. In artikel 1411 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, wordt, in de Franse versie, het woord "âgées" vervangen door het woord "âgée";

2° in het derde lid wordt, in de Franse versie, het woord "fera" vervangen door het woord "fait".

Art. 85. In artikel 1412, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de punten 1° en 2° wordt, in de Franse versie, het woord "pourront" telkens vervangen door het woord "peuvent";

2° in 1° worden de woorden "op de datum van inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door de woorden "op 28 december 2009".

Art. 86. In artikel 1414, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, het woord "fera" vervangen door het woord "fait".

Art. 87. In artikel 1415 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid wordt, in de Franse versie, het woord "maison" vervangen door het woord "maisons";

2° in het derde lid worden de woorden "het vorige lid" vervangen door de woorden "het tweede lid";

3° in het vierde lid worden de woorden "de twee vorige leden" vervangen door de woorden "in het tweede en derde lid".

Art. 88. In artikel 1420, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het getal "1400" wordt vervangen door het getal "1419";

2° in de Franse versie wordt het woord "à" ingevoegd tussen het woord "ou" en het woord "aux" opgeheven;

3° het getal "1424" wordt vervangen door het getal "1422".

Art. 89. In artikel 1422, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de in § 5 bedoelde wachtlijst" vervangen door de woorden "de in artikel 1427 bedoelde wachtlijst".

Art. 90. In artikel 1423, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "moet de aanvraag om principeakkoord tussen 1 en 30 april bij het besluit ingediend worden" vervangen door de woorden "wordt de aanvraag om principeakkoord tussen 1 en 30 april bij het besluit ingediend".

Art. 91. In artikel 1424 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "moeten de inrichtingen die om de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust-en verzorgingstehuizen verzoeken, aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen" vervangen door de woorden "voldoen de inrichtingen die om de herkwalificatie van bedden van rustoorden in bedden van rust-en verzorgingstehuizen verzoeken, aan de volgende ontvankelijkheidscriteria";

2° in het eerste lid, 3° en 4°, wordt, in de Franse versie, het woord "sera" telkens vervangen door het woord "est";

3° in het eerste lid, 5°, worden de woorden "zal bewaren" vervangen door het woord "bewaart".

Art. 92. In artikel 1425, tweede lid van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "moet de aanvraag slechts vergezeld gaan" vervangen door de woorden "gaat de aanvraag slechts vergezeld".

Art. 93. In artikel 1426 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "moeten aan de volgende ontvankelijkheidscriteria voldoen" vervangen door de woorden "voldoen aan de volgende ontvankelijkheidscriteria";

2° in het eerste lid, 2° en 3°, wordt, in de Franse versie, het woord "sera" telkens vervangen door het woord "est".

Art. 94. Artikel 1428 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1428. In de gevallen bedoeld in artikel 351 van het decreetgevend deel van het Wetboek dient de beheerder een memorie bij het bestuur in uiterlijk binnen zes maanden voor de vervaldatum van het principeakkoord; die memorie rechtvaardigt de noodzaak om het principeakkoord voor meer dan drie jaar te verlengen.

Die memorie omvat minstens de volgende elementen :

1° de lijst van de administratieve stappen verricht sinds de toekenning van het principeakkoord;

2° de omschrijving en de documenten betreffende de ten gevolge van die stappen reeds behaalde resultaten;

3° de lijst van de stappen die nog te verrichten zijn en de raming van de termijnen waarin ze zullen worden verricht en waarin ze een resultaat opgeleverd zullen hebben;

4° de redenen waarvoor de termijn van drie jaar niet kan worden nageleefd;

5° de geplande datum voor de inbedrijfstelling.

De administratieve stappen bedoeld in het eerste lid betreffen met name de adviezen of de in het kader van het toezicht vereiste voorafgaandelijke vergunningen, de aanvragen om toelagen aan de infrastructuur en de aanvragen om stedenbouwkundige vergunning. Die memorie wordt aan het bestuur bij aangetekend schrijven of elk middel waarbij een vaste datum aan de zending wordt verleend, gericht.

Als de aanvraag niet vergezeld gaat van alle bewijsstukken of van alle gegevens bedoeld in het tweede lid, wordt de aanvrager daar door het bestuur binnen één maand over ingelicht. In dat geval beschikt de aanvrager over een termijn van één maand om de ontbrekende documenten of gegevens mede te delen. Zo niet wordt de aanvraag geacht niet-ontvankelijk te zijn.

De Minister beslist binnen een termijn van drie maanden vanaf het moment waarop de aanvraag ontvankelijk is. Zo niet wordt de verlenging van het principeakkoord aangenomen voor een niet-verlengbare periode van drie jaar."

Art. 95. De artikelen 1429 en 1430 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 96. In artikel 1431 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "bedoeld in artikel 358 van het decreetgevend deel" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 358, § 3, van het decreetgevend deel";

2° in de Franse versie worden de woorden "doit être" telkens vervangen door het woord "est".

Art. 97. Artikel 1433 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1433. Wanneer een aanvraag betreffende de opening van een nieuwe inrichting ontvankelijk is, wordt een voorlopige werkingsvergunning geacht toegekend te zijn na afloop van een termijn van drie maanden te rekenen van de datum van ontvankelijkheid van de aanvraag behalve als een procedure tot weigering van de erkenning voor het verstrijken van die termijn aangevat wordt."

Art. 98. Artikel 1434 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1434. De voorlopige werkingsvergunning vermeldt zoals de werkingsvergunning haar datum van inwerkingtreding, de naam en het adres van de inrichting voor senioren, in voorkomend geval, de huisvestings- of opvangcapaciteit, met inbegrip van de toegelaten niveaus en lokalen, de naam en het adres van de beheerder."

Art. 99. In artikel 1435 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "uitgevoerd moeten worden" vervangen door de woorden "uitgevoerd worden".

Art. 100. In artikel 1436 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "moet de aanvraag om een werkingsvergunning voor een rustoord, een rust- en verzorgingstehuis of voor een kortstondig verblijf vergezeld gaan" vervangen door de woorden "gaat de aanvraag om een werkingsvergunning voor een rustoord, een rust- en verzorgingstehuis of voor een kortstondig verblijf vergezeld";

2° in het eerste lid, 2°, worden de woorden "zal nader bepaald worden" vervangen door de woorden "wordt nader bepaald".

Art. 101. In artikel 1437 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moet de aanvraag om een werkingsvergunning voor een serviceflat vergezeld gaan" vervangen door de woorden "gaat de aanvraag om een werkingsvergunning voor een serviceflat vergezeld".

Art. 102. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1438/1, luidend als volgt :

"Art. 1438/1. Om een aanvraag om werkingsvergunning als dagverzorgingscentrum, avond- en/of nachtopvangcentrum in te dienen, moet de inrichting eerst een werkingsvergunning als dagopvangcentrum bezitten."

Art. 103. In artikel 1439 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekens " § 1" en " § 2" worden opgeheven;

2° in het oude § 1, dat het eerste lid is geworden, worden de woorden "moet de aanvraag om een werkingsvergunning voor een dagopvangcentrum en/of centrum voor dagverzorging en/of centrum voor avond- en/of nachtopvang vergezeld gaan" vervangen door de woorden "gaat de aanvraag om een werkingsvergunning voor een dagopvangcentrum en/of centrum voor dagverzorging en/of centrum voor avond- en/of nachtopvang vergezeld";

3° het oude § 2, dat het tweede lid is geworden, wordt opgeheven.

Art. 104. In artikel 1440 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "moet de aanvraag voor een werkingsvergunning als gezinsopvang, om ontvankelijk te zijn, bij het bestuur ingediend worden" vervangen door de woorden "wordt de aanvraag voor een werkingsvergunning als gezinsopvang, om ontvankelijk te zijn, bij het bestuur ingediend";

2° in het tweede lid van de Franse versie wordt het woord "prendra" vervangen door het woord "prend";

2° in 3° wordt, in de Franse versie, het woord "sera" vervangen door het woord "est".

Art. 105. Artikel 1442 van hetzelfde Wetboek wordt verplaatst in boek 6, titel 1, hoofdstuk 5, afdeling 2 van het tweede deel van het Wetboek.

Art. 106. In artikel 1443 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekens " § 1" en " § 2" worden opgeheven;

2° het oude § 2, dat het zevende lid is geworden, wordt opgeheven.

Art. 107. Tussen de artikelen 1444 en 1445 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1444/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 1444/1. Op elk ogenblik tijdens de procedure kan het bestuur naar gelang van de ingewonnen aanvullende elementen en van de verstrekte nadere gegevens beslissen om het voorstel te wijzigen of van de procedure af te zien. Het bestuur informeert er onverwijld de beheerder van."

Art. 108. Artikel 1445 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1445. Wanneer het bestuur een beslissing tot weigering, intrekking of schorsing van een werkingstitel betekent, stelt het de beheerder in kennis van de mogelijkheid om het beroep bedoeld in artikel 31 van het decreetgevend deel van het Wetboek in te dienen."

Art. 109. Artikel 1446 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1446. In geval van schorsing van een werkingsvergunning kan de beheerder er de opheffing van vragen als hij van mening is dat de redenen die de sanctie hebben gerechtvaardigd, niet meer bestaan. De aanvraag die bij het bestuur bij aangetekend schrijven of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend ingediend wordt, gaat vergezeld van een memorie met verantwoording. De inrichting wordt zo spoedig mogelijk gecontroleerd. De Minister neemt zijn beslissing binnen één maand na ontvangst van de aanvraag. Zo niet wordt de beslissing tot schorsing geacht opgeheven te zijn."

Art. 110. In de artikelen 1448 en 1452 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "l'informe également" telkens vervangen door de woorden "informe également le gestionnaire".

Art. 111. Artikel 1454 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1454. Wanneer het bestuur een beslissing waarbij de boete wordt opgelegd, aan de beheerder betekent, stelt het hem ook in kennis van het mogelijke beroep bedoeld in artikel 31 van het decreetgevend deel van het Wetboek."

Art. 112. In artikel 1456, vijfde lid, wordt, in de Franse versie, het woord "sera" vervangen door het woord "est".

Art. 113. In artikel 1473 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 1°, b) wordt het woord "werden" vervangen door het woord "worden";

2° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "zijn" vervangen door het woord "worden";

3° in het eerste lid, 4° wordt, in de Franse versie, het woord "pourra" vervangen door het woord "peut";

4° in het tweede lid, 6° en 7° worden de woorden "aangewend zullen worden" telkens vervangen door de woorden "aangewend worden";

5° in het derde lid worden de woorden "moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden" vervangen door de woorden "wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld".

- Art. 114.** In artikel 1477 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
2° in het eerste lid worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "het bestuur";
2° in het derde lid worden de woorden "moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden" vervangen door de woorden "wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld".
- Art. 115.** In artikel 1478, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in acht zijn genomen" vervangen door de woorden "in acht worden genomen".
- Art. 116.** In artikel 1482, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "het bestuur".
- Art. 117.** In artikel 1488 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "doivent faire" vervangen door de woorden "font".
- Art. 118.** In artikel 1502, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt het cijfer "5" vervangen door het woord "vijf".
- Art. 119.** In artikel 1506 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "devront avoir été" en "sera(ont)" respectievelijk vervangen door de woorden "sont" en "est(sont)".
- Art. 120.** In artikel 1507 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "doit être" vervangen door het woord "est".
- Art. 121.** In artikel 1509, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de Minister" vervangen door de woorden "aan het bestuur".
- Art. 122.** In artikel 1510 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "kunnen aangegaan worden" vervangen door de woorden "worden aangegaan".
- Art. 123.** In artikel 1512 van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "pourra" en "aura" respectievelijk vervangen door de woorden "peut" en "a".
- Art. 124.** Artikel 1516 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :
"De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven of via elk ander middel waarbij de zending wordt bewezen ter kennis gebracht van het bestuur. De Minister spreekt zich uit binnen twee maanden nadat hij, in voorkomend geval, de samenstelling van de in artikel 381 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde selectiejury heeft bepaald."
- Art. 125.** In artikel 1518, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "is gehouden een territoriale geografische dekking te verzekeren" vervangen door de woorden "verzekert een territoriale geografische dekking".
- Art. 126.** In artikel 1519 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in het eerste lid wordt, in de Franse versie, het woord "sera" vervangen door het woord "est";
2° in het tweede lid worden de woorden "moet aangevuld worden" vervangen door de woorden "wordt aangevuld";
- Art. 127.** Artikel 1520 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :
"Art. 1520. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan een jaarlijkse forfaitaire toelage toegekend worden om de personeels- en werkingskosten van het Agentschap te dekken."
- Art. 128.** In artikel 1521, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, het woord "seront" vervangen door het woord "sont".
- Art. 129.** Artikel 1523 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.
- Art. 130.** In artikel 1524 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in het eerste lid worden de woorden "bij de artikelen 384 tot en met 386 van het decreetgevend deel van het Wetboek" vervangen door de woorden "bij de artikelen 46 en 47/1 van het decreetgevend deel van het Wetboek";
2° in het tweede lid worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "het bestuur".
- Art. 131.** Artikel 1526 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.
- Art. 132.** In artikel 1534, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden, in de Franse versie, de woorden "toute voie" vervangen door de woorden "tout moyen".
- Art. 133.** In de artikelen 1539, tweede lid, 3°, van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, de hoofdletter "L" van het woord "La" vervangen door een kleine letter "l".
- Art. 134.** In artikel 1541, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt, in de Franse versie, het woord "pourra" vervangen door het woord "peut".
- Art. 135.** In artikel 1556 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in het eerste lid, 1° tot 3°, worden de woorden "bewezen heeft" telkens vervangen door het woord "bewijst";
2° in het vijfde lid, 1° en 2° worden de woorden "heeft ontwikkeld" vervangen door het woord "ontwikkelt".
- Art. 136.** Artikel 1561 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.
- Art. 137.** In artikel 1562 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid opgeheven.
- Art. 138.** In artikel 1566, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in de Franse versie worden de woorden "de la Deuxième Partie" opgeheven en in de Nederlandse versie worden de woorden "van het decreetgevend deel van het Wetboek" toegevoegd na de woorden "artikel 427";
2° de woorden "bepaalt de Minister het model van activiteitenrapport en stelt hij een evaluatiecomité samen waarin hij twee vertegenwoordigers van de verenigingen opneemt, namelijk" worden vervangen door de woorden "stelt de Minister een evaluatiecomité samen waarin hij twee vertegenwoordigers van de verenigingen opneemt, namelijk".
- Art. 139.** In artikel 1569, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moet alle middelen waarover hij beschikt aanwenden om" vervangen door de woorden "wendt allen middelen waarover hij beschikt aan om".
- Art. 140.** In artikel 1574 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :
1° in het eerste lid van de Franse versie wordt het woord "aux" geschrapt.
2° in lid 2 van de Franse versie worden de woorden "La Ministre" vervangen door de woorden "Le Ministre".
- Art. 141.** In artikel 1576, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de getallen "24" telkens vervangen door het woord "vierentwintig".

Art. 142. In artikel 1582 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "vragen de Regeringsdiensten" vervangen door de woorden "vraagt de administratie";

2° in het derde lid, worden de woorden "Deze diensten berichten ontvangst van" vervangen door de woorden "Deze administratie bericht ontvangst van".

Art. 143. In artikel 1583 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of bij aangetekend elektronisch schrijven waarbij het bewijs van de verzending en van het ogenblik van de verzending bekomen kan worden, evenals het bewijs van de identiteit van de verzender" vervangen door de woorden "of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend".

Art. 144. In artikel 1584 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "De diensten van de Regering voorzien in" vervangen door de woorden "De administratie voorziet in";

2° in het derde lid worden de woorden "Na afloop van die termijn maken de diensten van de Regering het dossier voor beslissing over aan de Minister" vervangen door de woorden "Na afloop van die termijn maken de administratie het dossier voor beslissing over aan de Minister".

Art. 145. In artikel 1585 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek wordt het woord "La" vóór het woord "Minister" vervangen door het woord "Le".

Art. 146. In artikel 1588, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "de diensten van de Regering " vervangen door de woorden "de administratie";

2° in het eerste lid, 1°, wordt het woord "verifiëren" vervangen door het woord "verifieert";

3° in het eerste lid, 2°, wordt het woord "beoordelen" vervangen door het woord "beoordeelt";

4° in het tweede lid worden de woorden "ter beschikking te stellen van de diensten van de Regering" vervangen door de woorden "ter beschikking te stellen van de administratie";

5° in het vierde lid, van de Franse versie worden de woorden "a été" vervangen door het woord "est".

Art. 147. Artikel 1590 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 148. In artikel 1591 worden de woorden "Indien de diensten van de Regering een tekortkoming vaststellen" en "melden ze" respectievelijk vervangen door de woorden "Indien de administratie een tekortkoming vaststelt" en "meldt ze".

Art. 149. In artikel 1592, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "maken ze in voorkomend geval een voorstel op" en "waarvan ze kennis geven aan" respectievelijk vervangen door de woorden "maakt de administratie in voorkomend geval een voorstel op" en "waarvan ze kennis geeft aan".

Art. 150. Artikel 1596 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 151. In artikel 1597 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen als volgt :

5° de kosten voor het huren van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm";

2° in punt 7° worden de woorden "van Regeringsdiensten" vervangen door de woorden "van de Minister of van zijn afgevaardigde";

3° er wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Als het gebouw bedoeld in het eerste lid, 5°, dient voor andere activiteiten dan welke die door de subsidie gefinancierd worden, worden de lasten opgesplitst ofwel volgens de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit ofwel volgens de daarvoor aangewende oppervlakte."

Art. 152. In artikel 1600 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, punt 1° tot punt 5°, worden de hoofdletters "L" van de woorden "Les" en "L" telkens vervangen door de kleine letters "l".

Art. 153. Artikel 1606 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 154. In de artikelen 1608 en 1609 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek wordt de hoofdletter "T" van het woord "Troisième" vervangen door een kleine letter "t".

Art. 155. In artikel 1614 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de afkortingen " § 1" en " § 2" worden opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden "van de bepalingen van § 1 van dit artikel" vervangen door de woorden "van het eerste lid".

Art. 156. In de artikelen 1616, tweede lid, 1618, § 1 en 1622, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moeten geboekt worden" en "moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 1614 opgemaakt worden" vervangen door de woorden "worden geboekt" en "worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 1614 opgemaakt".

Art. 157. In artikel 1632, 4°, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "hierboven" opgeheven.

Art. 158. In artikel 1650, tweede lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "ont été" en "a été" respectievelijk vervangen door de woorden "sont" en "est".

Art. 159. In artikel 1658, tweede lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "la transmet" vervangen door de woorden "le transmet".

Art. 160. Artikel 1661 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1661. De bedrijfsrevisoren, die door de Regering benoemd worden, geven de administratie alle adviezen, beoordelingen of raadgevingen waar de Regering om vraagt."

Art. 161. Artikel 1669 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1669. De afvaardiging van de overheid in elk basisoverlegcomité van de psychiatrische ziekenhuizen die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt als volgt samengesteld :

1° a) voorzitter : de directeur-generaal;

b) plaatsvervanger : de inspecteur-generaal;

2) a) lid : de inspecteur-generaal;

b) plaatsvervanger : de ambtenaar van deze instelling die de hoogste anciënniteit heeft in de hoogste graad."

Art. 162. In artikel 1676 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "sont applicables" vervangen door de woorden "s'appliquent".

Art. 163. Artikel 1677 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1677. De bepalingen waarbij het Gewest de in artikel 1676 vermelde besluiten wijzigt, aanvult of vervangt zijn van rechtswege van toepassing op de ambtenaren van de instellingen, behalve indien ze betrekking hebben op bepalingen die onder de toepassingsvoorwaarden vallen waarin de artikelen 1672 tot 1768 voorzien. ».

Art. 164. In artikel 1680 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "est applicable" vervangen door de woorden "s'applique".

Art. 165. In artikel 1771 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en het tweede lid worden de woorden "de Regeringsdiensten" telkens vervangen door de woorden "de administratie";

2° in het tweede lid wordt het woord "kunnen" vervangen door het woord "kan".

Art. 166. In artikel 1774, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "zullen kunnen inspelen" vervangen door de woorden "kunnen inspelen".

Art. 167. In artikel 1782, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moeten beschikken" vervangen door het woord "beschikken".

Art. 168. In artikel 1783, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moeten bij de beroepsvorming behoren" vervangen door de woorden "behoren bij de beroepsvorming".

Art. 169. In artikel 1784, vierde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Regeringsdiensten" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 170. Artikel 1794 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 171. Artikel 1795 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 172. Artikel 1799 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1799. § 1. De aanvraag wordt door alle rechtsmiddelen ingediend, waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op.

De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseert een inspectie om het dienstproject op participerende wijze te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de inspectie worden binnen één maand overgemaakt aan de inrichtende macht, die over een maand beschikt om ze te beantwoorden.

Na afloop van die termijn maakt de administratie het dossier samen met de conclusies van de inspectie en, in voorkomend geval, het antwoord van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van twee maanden.

§ 2. De afwijkingsaanvraag bedoeld in de artikelen 593 en 595 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt samen met een plan dat de ligging van de lokalen, de afmetingen ervan vermeldt en de aanvraag rechtvaardigt, op hetzelfde moment als de in paragraaf 1 bedoelde erkenningsaanvraag ingediend."

Art. 173. Artikel 1800 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1800. De afwijking bedoeld in artikel 709 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt door de Minister of zijn afgevaardigde toegekend.

De afwijkingsaanvraag wordt op hetzelfde ogenblik als de eerste erkenningsaanvraag ingediend.

Ze omvat de omschrijving van de activiteit, het doel dat ze nastreeft, de duur en de frequentie van de prestaties, de bestemming van de middelen, de wijzers voor de evaluatie van het bereiken van de doelstelling en een afschrift van de overeenkomst die eerder gesloten is met de begunstigde van de bijkomende activiteit.

De administratie bericht binnen tien dagen ontvangst van de aanvraag met vermelding, in voorkomend geval, van de ontbrekende documenten.

De administratie onderzoekt de aanvraag binnen een termijn van één maand te rekenen van het bericht van ontvangst, waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is.

De Minister of zijn afgevaardigde beschikt over twee maanden om te beslissen.

Bij gebrek aan beslissing wordt de aanvraag geacht aangenomen te zijn."

Art. 174. Artikel 1803 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1803. § 1. De controle en de evaluatie van de activiteiten van de dienst worden gevoerd door de inspectie georganiseerd door de administratie die :

1° de overeenstemming van de bij of krachtens hoofdstuk 2 van titel 2 van boek 6 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek aangenomen bepalingen, met name de naleving van de voorwaarden van de erkenning en van de handhaving ervan, verifieert;

2° het dienstproject op participerende wijze met de leden van de teams, van de specifieke initiatieven of van de therapeutische clubs evalueert door dat project te vergelijken met zijn daadwerkelijke uitvoering, door de verschillen tussen het dienstproject en zijn uitvoering te schatten via wijzers bepaald door de dienst en rekening te houden met de vooruitzichten van ontwikkeling van de activiteiten.

Voor de verificatie vermeld in punt 1° zorgt de administratief directeur ervoor de institutionele overeenkomsten, de notulen van de wekelijkse en driemaandelijke overlegvergaderingen en van de adviesraad, de wettelijke of reglementaire vergunningen, het informatiedocument bestemd voor de gebruiker en de boekhouding ter beschikking te stellen van de administratie.

Voor de evaluatie vermeld in punt 2° zorgt de administratief directeur ervoor dat alle personeelsleden tijdens de inspectie aanwezig zijn.

§ 2. De conclusies van de inspectie worden ter kennis gebracht van de inrichtende macht en van de administratief directeur met inachtneming van de in artikel 1798 bedoelde procedure."

Art. 175. In artikel 1804 worden de woorden "Wanneer de Regeringsdiensten een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 2 van titel 2 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek vaststellen" en "delen ze" respectievelijk vervangen door de woorden "Wanneer de administratie een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 2 van titel 2 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek vaststelt" en "deelt ze".

Art. 176. In artikel 1805, eerste lid, worden de woorden "leggen ze" en "die ze aan de inrichtende macht mededelen" respectievelijk vervangen door de woorden "legt de administratie" en "die ze aan de inrichtende macht mededeelt".

Art. 177. In artikel 1814 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 5° wordt vervangen als volgt :

"5° de kosten voor het huren van een gebouw of een gebouwgedeelte, met inbegrip van de desbetreffende huurkosten voor zover ze voortvloeien uit een huurovereenkomst in goede en behoorlijke vorm;"

2° er wordt een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Als het gebouw dient voor andere activiteiten dan welke die door de subsidie gefinancierd worden, worden de lasten opgesplitst ofwel volgens de tijd die uitgetrokken wordt voor de gefinancierde activiteit ofwel volgens de daarvoor aangewende oppervlakte."

Art. 178. In artikel 1815, § 2, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "ne sera" vervangen door de woorden "n'est".

Art. 179. Artikel 1818 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 180. In artikel 1821, tweede lid, 2°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Regeringsdiensten" vervangen door de woorden "de Minister of zijn afgevaardigde".

Art. 181. Artikel 1823 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 182. In artikel 1826, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in het vorige lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art. 183. Artikel 1860 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1860. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het dossier.

De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseert een inspectie om het actieplan van het netwerk te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de administratie worden binnen één maand na de inspectie overgemaakt aan de inrichtende macht, die over één maand beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn maakt de administratie het dossier samen met haar conclusies en, in voorkomend geval, de opmerkingen van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over".

Art. 184. In artikel 1863, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Daartoe deelt het netwerk ze aan de Regeringsdiensten mede, die er ontvangst van berichten binnen tien dagen" vervangen door de woorden "Daartoe deelt het netwerk ze aan de administratie mede, die er ontvangst van bericht binnen tien dagen".

Art. 185. In artikel 1864 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Wanneer de Regeringsdiensten een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 3 van titel 2 van boek 6 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek vaststellen" en "delen ze" respectievelijk vervangen door de woorden "Wanneer de administratie een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 3 van titel 2 van boek 6 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek vaststelt" en "deelt ze".

Art. 186. In artikel 1865 van hetzelfde Wetboek wordt de zin "Na afloop van die termijn leggen ze indien de vastgestelde tekortkomingen blijven voortbestaan, een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de inrichtende macht mededelen." vervangen door de volgende zin "Na afloop van die termijn legt ze indien de vastgestelde tekortkomingen blijven voortbestaan, een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de inrichtende macht mededeelt".

Art. 187. Artikel 1872 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1872. Wanneer het dossier onvolledig is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het dossier.

De administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het volledige dossier.

Ze organiseert een inspectie om het actieplan van de dienst te evalueren binnen een termijn van drie maanden vanaf de indiening van het volledige dossier.

De conclusies van de administratie worden binnen één maand overgemaakt aan de inrichtende macht die over één maand beschikt om haar opmerkingen te laten gelden.

Na afloop van die termijn maakt de administratie het dossier samen met haar conclusies en, in voorkomend geval, de opmerkingen van de inrichtende macht voor beslissing aan de Minister over".

Art. 188. Artikel 1876 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1876. Wanneer de administratie een niet-naleving van de normen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 3 van titel 2 van boek 6 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek vaststelt, deelt ze de aard van de niet-naleving alsmede de termijn voor het in overeenstemming brengen, die niet kleiner dan één maand mag zijn, aan de dienst mede."

Art. 189. In artikel 1877, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt de zin "Na afloop van die termijn leggen ze in voorkomend geval een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de dienst mededelen." vervangen door de volgende zin "Na afloop van die termijn legt ze in voorkomend geval een voorstel tot schorsing of intrekking van de erkenning voor, die ze aan de dienst mededeelt".

Art. 190. In artikel 1880, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de nummers "1.°", "2.°" en "3.°" geschrapt.

Art. 191. In artikel 1881, 7°, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moet de voorafgaande toestemming van de Regeringsdiensten aangevraagd worden" vervangen door de woorden "wordt de voorafgaande toestemming van de administratie aangevraagd".

Art. 192. In artikel 1883, punt 1° tot punt 6° van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de hoofdletters "L" van de woorden "Les" en "L" vervangen door de kleine letters "l".

Art. 193. Artikel 1884 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 194. In artikel 1886, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "van het Departement dat binnen de Regeringsdiensten" vervangen door de woorden "van het Departement dat binnen de administratie".

Art. 195. Artikel 1887 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 1887. § 1. De controle en de evaluatie van de activiteiten van het netwerk of van de dienst worden gevoerd door de administratie die overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en met name het Handvest van goed administratief gedrag bedoeld in bijlage I :

1° de overeenstemming van de bij of krachtens hoofdstuk 3 van titel 2 van boek 6 van het tweede deel van het decreetgevend deel van het Wetboek aangenomen bepalingen, met name de naleving van de voorwaarden van de erkenning en van de handhaving ervan, verifieert;

2° de invoering van het actieplan en zijn werkelijke uitvoering op participerende wijze evalueert.

Om de in het eerste lid, 1°, bedoelde verificatie mogelijk te maken, zorgt het netwerk ervoor de dossiers betreffende het aangeworven personeel of het statutair personeel, de bijgewerkte lijst van zijn leden, de overeenkomsten, de notulen van de vergaderingen van het sturingscomité en de boekhouding ter beschikking te stellen van de administratie.

Bovendien zorgt de dienst ervoor de dossiers betreffende het aangeworven personeel of het statutair personeel, de overeenkomsten, de dossiers van de begunstigen en de boekhouding ter beschikking te stellen van de administratie.

Tijdens de in het eerste lid, 2°, bedoelde participerende evaluatie zorgt het netwerk ervoor dat alle personen belast met de coördinatiefunctie tijdens de inspectie aanwezig zijn.

Bovendien zorgt de dienst ervoor dat alle personeelsleden aanwezig zijn.

§ 2. De conclusies van de inspectie worden binnen één maand overgemaakt aan het netwerk of de dienst dat/die over een termijn van één maand beschikt om ze te beantwoorden."

Art. 196. Artikel 1888 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 197. In artikel 1890, § 1, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in het vorige lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art. 198. In artikel 1893 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de Regeringsdiensten die er binnen tien dagen ontvangst van berichten" vervangen door de woorden "aan de administratie die er binnen tien dagen ontvangst van bericht".

Art. 199. In artikel 1900, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij de Minister" vervangen door de woorden "bij de administratie".

Art. 200. In artikel 1901 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van de Franse versie worden de woorden "doit contenir" vervangen door het woord "contient";

2° in het eerste lid, 3°, worden de woorden "gegarandeerd moet worden" vervangen door de woorden "gegarandeerd wordt";

3° in het tweede lid van de Franse versie worden de woorden "doit contenir" vervangen door het woord "contient".

Art. 201. In artikel 1902, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "in het vorige lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art. 202. In artikel 1903, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bedoeld in artikel 1901 en in artikel 1900" vervangen door de woorden "vermeld in de artikelen 1900 en 1901".

Art. 203. In artikel 1905 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de woorden "niet uitgevoerd konden worden" vervangen door de woorden "niet uitgevoerd worden".

Art. 204. In artikel 1911, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 205. In artikel 1914, eerste lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de woorden "doit être" vervangen door het woord "est".

Art. 206. In artikel 1925, tweede lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de nummers « 1 » en « 2 » vervangen door de nummers « 1° » en « 2° ».

Art. 207. In artikel 1930, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "in vorig lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art. 208. In artikel 1932, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "de administratie".

Art. 209. In artikel 1933, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden." vervangen door de woorden "wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld".

Art. 210. In artikel 1939, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "aan de Minister" vervangen door de woorden "aan de administratie".

Art. 211. In artikel 1947, eerste lid, worden de nummers "1.", "2.", "3." vervangen door de nummers "1°", "2°", "3°".

Art. 212. In artikel 1948 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het tweede lid worden de woorden "moet binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld worden." vervangen door de woorden "wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld";

3° in het derde lid worden de woorden "zullen ook het voorwerp uitmaken van" vervangen door de woorden "maken ook het voorwerp uit van".

Art. 213. In de artikelen 21, eerste lid, 24, tweede lid, 26, eerste lid, 28, 48, eerste lid, 70, 74, derde lid, 79, eerste lid, 82, eerste lid, 138, 161, 170, eerste lid, 187, 188, tweede lid, 192, 196, 2°, 328, eerste lid, 1427, tweede lid, 1442, 1453, tweede en vierde lid, 1454, tweede lid, 1456, vijfde lid, 1509, § 1, 1548, vierde lid, 1550 en 1924, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" telkens na de woorden "bij aangetekend schrijven" ingevoegd, of, in voorkomend geval, na de woorden "bij ter post aangetekend schrijven".

Art. 214. In de artikelen 29, eerste lid, 33, eerste lid, 49, eerste lid, 50, eerste lid, 51, eerste lid, 55, 58, eerste lid en 2, 61, 62, eerste lid, 64, en 1553, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "Regering" telkens vervangen door het woord "Minister".

Art. 215. In de artikelen 68, tweede lid, 1396, tweede lid, 1409, eerste lid, 1447, eerste lid, 1480, eerste lid, 1584, derde lid, 1597, 3°, 1649, en 1925, 1°, van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "M" van het woord "Minister" telkens vervangen door een kleine letter "m".

Art. 216. In de artikelen 1556, vijfde lid, 1579, 5°, 1785, derde lid, 10°, 1853, tweede lid, 3°, en 1883, 2°, van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "T" van het woord "Titel" telkens vervangen door een kleine letter "t".

Art. 217. In de artikelen 1556, vijfde lid, 1579, 5°, 1785, derde lid, 10°, 1853, tweede lid, 3°, 1883, 2°, en 1891, eerste lid, 3°, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "L" van het woord "Livre" telkens vervangen door een kleine letter "l".

Art. 218. In de artikelen 12, 1414, derde lid, 1419, tweede lid, 4°, 1422, eerste lid, 1424, tweede lid, 1425, derde lid, 1426, tweede lid, 1440, eerste lid, 1441, eerste lid, 1442, 1443, § 1, vierde lid, 1447, eerste lid, 1458, 1473, 1482, eerste lid, 1490, eerste lid, 1491, 2°, 1495, eerste lid, 1496, eerste lid, 1°, 1499, 3°, 1504, 1525, 1532, 1546, 1551, 1556, vijfde lid, 1564, 1° en 2°, 1567, eerste en tweede lid, 1568, eerste lid, 1569, § 1, eerste lid, 1570, eerste lid, 1571, eerste lid, 1572, 1573, tweede lid, 2°, 1575, 1576, eerste lid, 1577, 1578, eerste lid, 1579, 1580, eerste lid, 1582, eerste lid, een eerste lid, 3°, 1584, eerste lid, 1587, 1588, § 1, tweede lid, 1595, eerste lid, 1595, eerste lid, leden 2, 1°, 3 en 4, 1597, 10° en 11°, 1604, eerste en tweede lid, 1605, 1607, 1769, 1° tot 3°, 1770, tweede en derde lid, 1772, 1773 en 1773, 5°, 1774, eerste en tweede lid, 5°, 1777, 1778, leden 1, 2, 3° tot 5°, 1° tot 3°, 4, 2°, 3°, 6°, 5, 1°, 6, 1°, 1°, 1° en 2°, 1781, 1783, § 1, eerste lid, 1785, derde lid 3, 10°, 1789, § 1, eerste lid, 1790, 9°, 1793, § 1, eerste lid, 1796, eerste lid, 1797, § 1, 1798, 1801, eerste lid, 1802, 1804, eerste lid, 1808, 1810, eerste lid, 1813, 1814, 10° en 11°, 1817, 1819, 1822, 1824, 1825, 1826, eerste lid, 1850, 1° tot 3°, 1851, 1852, 1853, eerste lid en tweede lid 2, 3°, 1854, 1857, eerste en tweede lid, 1858, eerste lid en 1, 2° en 3°, 1862, 1864, 1868, 1870, 1874, 1875, eerste lid, 1880, § 1, eerste lid, 1881, 10° en 11°, 1883, 2°, 1885, 1889, 1890, § 1, tweede lid en § 2, 1891, eerste lid, 1892, eerste lid en eerste lid, 4°, 1893, 1894, eerste lid, 1900, derde lid en 1919, eerste lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "D" van het woord "Deuxième" telkens vervangen door een kleine letter "d".

Art. 219. In de artikelen 1408, lid 4, 1421, 1448, 1452, 1579, 5°, 1891, lid 1, 3°, 1903, lid 2, 1906, lid 2, en 1910, lid 2, van hetzelfde Wetboek, telkens Franse versie, wordt de hoofdletter "P" van het woord "Première" vervangen door een kleine letter "p".

Art. 220. In de artikelen 79, lid 6, 130, lid 4, 1443, lid 4, 1450, lid 4, 1548, lid 4, en 1915, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven of per brief afgegeven tegen ontvangstbewijs" telkens vervangen door de woorden "bij aangetekend schrijven, bij schrijven ingediend tegen ontvangstbewijs of bij elk middel waaraan een vaste datum aan de zending verleend wordt".

Art. 221. In de artikelen 1469, lid 5, 1473, lid 4, 1478, lid 4, 1492, § 1, 1497, § 1, 1500, § 1, 1928, lid 3, 1933, lid 4 en 1948, lid 5, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of op elke wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend" telkens vervangen door de woorden "of bij elk middel waaraan een vaste datum aan de zending verleend wordt".

Art. 222. In de artikelen 1576, lid 3, 1580, lid 1, 1587, 1594, lid 1, 1770, lid 5, 1783, § 2, lid 1, 1784, lid 1, 1786, 1789, § 1, lid 1^{er}, 1793, § 2, 1796, lid 2, 1807, lid 1, 1810, lid 3, 1821, lid 5, 3°, 1867, lid 1, 1875, lid 2, 1879, lid 1, en 1891, lid 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "aan de diensten van de Regering" telkens vervangen door de woorden "aan de administratie".

Art. 223. In de artikelen 1597, 6°, 1881, 1° en 6°, en 1882, 2°, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "S" van het woord "Services" telkens vervangen door een kleine letter "s".

Art. 224. In de artikelen 1598, 3° en 6°, 1601, 1603, 1607, 1801, lid 2, 1811, 2° en 6°, 1814, 7°, 1815, § 1, lid 3, 1825, 3°, 1827, 1829, 1863, lid 1, 1867, lid 2, 1875, lid 1, 1880, § 1, lid 3, 1895 en 1897, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "van de diensten van de Regering" telkens vervangen door de woorden "van de administratie".

Art. 225. In de artikelen 1682, 1684, 1686, 1687, 1688, 1689, 1691 à 1697, 1699, 1702 à 1704, 1706, 1707, 1711 tot 1713, 1715, 1716, 1717, 1719, 1725 en 1726, 1731 tot 1733, 1735 tot 1737, 1739 tot 1743, 1746, 1747, 1749, 1754, 1756, 1758, lid 2, 1761 en 1762, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "doit se lire" telkens vervangen door de woorden "se lit".

Art. 226. In de artikelen 1683, 1685, 1690, 1701, 1708, 1714, 1716, 1718, leden 1 en 2, 1724, 1727, 1728, 1734, 1748, 1750 en 1755, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de woorden "n'est pas applicable" vervangen door de woorden "ne s'applique pas".

Art. 227. In de artikelen 1705, 1720, 1721, 1722, 1723, 1729, 1730, 1752, 1753, 1757, 1759, 1760, 1763, 1765, 1766 en 1767, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de woorden "ne sont pas applicables" vervangen door de woorden "ne s'appliquent pas".

Art. 228. In de artikelen 1706, 1765 en 1766 van hetzelfde Wetboek, wordt de hoofdletter "M" van het woord "Ministeries" telkens vervangen door een kleine letter "m".

Art. 229. Bijlage 11 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 230. In bijlage 119 bij hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1.2, lid 1, vijfde streepje, worden de woorden "om voertuigen waarvan het laadvermogen per wielas hoogstens dertien ton bedraagt" vervangen door de woorden "om voertuigen waarvan het laadvermogen per wielas hoogstens dertien ton bedraagt";

2° in punt 3.2.1, wordt a) vervangen door hetgeen volgt :

"a) een doorlopend horizontaal overstek of uitkragend gedeelte met een breedte (a) die gelijk is aan of hoger is dan zestig cm en dat aan de vloer verbonden is";

3° in punt 4.2.2.7, wordt het derde lid vervangen als volgt :

"De helling van de trappen mag niet hoger zijn dan vijfenzeventig % (maximale hellingshoek : 37°).";

4° punt 6.1.3.6 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.1.3.6. Een thermo-onderbreking is voorzien in het oliebad en in de wikkelingen van de motor die de pomp aandrijft.

Minimale kenmerken van de olie :

- bliksempunt in open vat : honderd negentig graden Celcius;

- zelfontbrandingspunt : driehonderd vijftig graden Celcius.";

5° punt 6.4.4.1 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.4.4.1. De leidingen zijn vervaardigd uit buizen van naadloos staal, koper of koperlegering, sterk genoeg om te weerstaan aan een bedrijfsdruk van twintig bar.

De buisstukken waaruit de distributieleiding bestaat, zijn aan elkaar gezet door :

- autogeënlasing;
- een soldeernaad waarvan het smeltpunt van het mengsel op minstens vijfhonderd graden Celsius ligt.

Nochtans wordt het gebruik toegelaten van mechanische koppelingen die bestemd zijn voor vloeibaar gemaakte petroleumgassen, in hoeverre dit nodig is voor het demonteren en hermonteren.";

6° punt 6.5.2.4.2 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.5.2.4.2. Niet toegelaten worden :

- de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;
- de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan honderdtachtig graden Celcius.";

7° punt 6.5.3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.5.3. Plaatselijke verwarmingstoestellen.

De plaatselijke toestellen die zorgen voor bijkomende of aanvullende verwarming, werken elektrisch en voldoen aan volgende vereisten :

- er mag geen enkel contact zijn, zelfs toevallig, tussen om het even welk voorwerp en de verwarmende weerstanden;
- de temperatuur van de lucht aan de uitlaat mag niet hoger zijn dan tachtig graden Celcius;
- de temperatuur van de uitwendige en bereikbare delen van het toestel mag in geen geval hoger zijn dan zeventig graden Celcius.";

8° punt 6.5.5.4 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.5.5.4. Waar de gebruikte leidingen de bediende lokalen doordringen, mag de temperatuur van de gevoerde lucht niet hoger zijn dan vierentwintig graden Celcius.";

9° punt 6.6.5.3.3 wordt vervangen door hetgeen volgt :

"6.6.5.3.3. De leiding die deze muurhaspels met water onder druk voedt, heeft een voldoende binnendiameter voor de debieten die bedoeld zijn in de norm aan de uitlaat van de minst begunstigde lans onder een druk van ten minste twee komma vijf bar.".

Art. 231. In punt 16.4, tweede lid, van bijlage 120 bij hetzelfde Wetboek worden de woorden "in bijlage 112" vervangen door de woorden « in bijlage 119 ».

Art. 232. De bijlagen 2, 3, 34 en 130 bij hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 233. In werking treden op 1 januari 2015 :

1° het decreet van 20 februari 2014 tot houdende wijziging van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met het oog op de harmonisering en de vereenvoudiging van de procedure voor de controle en de toekenning van de subsidies en de activiteitenverslagen;

2° dit besluit.

Art. 234. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 december 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

BIJLAGE

Bijlage 11 bij het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Gecodificeerde besluiten

Berekeningsmethode en in aanmerking komende uitgaven voor de tariefbepaling van aangeboden diensten.

De werkelijke dagelijkse kostprijs van kost en inwoning wordt bepaald door de som van de in aanmerking komende kosten te delen door het totaal aantal overnachtingen tijdens de laatste drie jaar.

- Het jaar ter bepaling van de in aanmerking komende kost en van het aantal overnachtingen. Het begint op 1 januari en eindigt op 31 decembervan het jaar dat voorafgaat aan het jaar van toepassing van de nieuwe tarifiering;

- In aanmerking komende kosten : de in aanmerking komende kosten worden in onderstaande lijst vermeld. Deze tabel wordt aangevuld op grond van informatie verstrekt in de balans en de resultatenrekening van het referentiejaar, goedgekeurd door de inrichtende macht (algemene vergadering, raad voor maatschappelijk welzijn of gemeentecollege). Wanneer de verantwoordelijke van een opvangtehuis van het gezinstype een natuurlijk persoon is, worden de in aanmerking komende kosten door laatstgenoemde voor waar en oprecht verklaard;

- Aantal overnachtingen : aantal geregistreerde overnachtingen per opvangtehuis, gemeenschapshuis en opvangtehuis van het gezinstype tijdens de laatste drie jaar voorafgaand aan het jaar waarin de nieuwe tarifiering toegepast zal worden.

Die dagelijkse kostprijs wordt berekend in de loop van het eerste kwartaal van het lopende kalenderjaar en treedt uiterlijk in werking op 1 april van hetzelfde jaar.

Overnachtingen die plaatsvonden in de voorafgaande drie jaar : Overnachtingen 20 - - Overnachtingen 20 - - Overnachtingen 20 - -	In aanmerking te nemen gemiddelde
Label	Bedragen
Aankopen en waren	
Aankoop voeding (met inbegrip van de kindervoeding)	+
Huur en Huurkosten	
Huur	+
Onderhoud en onroerende herstellingen	+
Onderhoud en herstelling meubilair	+
Onderhoud en herstelling materieel	+
Onderhoud en herstelling rollend materieel	+
Onderhoud en herstelling veiligheidsmaterieel of -installaties	+
Andere huurlasten en onderhoud	+
Levering opvang	
Water	+
Elektriciteit	+
Verwarming	+
Schoonmaak- en reinigingskosten	+
Huislinnen	+
Was/droogkosten	+
Kinderopvangmaterieel	+
Benodigdheden eerste hulp en eerste zorgen (apotheek)	+
Benodigdheden en allerlei klein materieel voor huisvesting	+
Teledistributie en TV-abonnementen	+
Vergoedingen derden voor huisvestingen	
Brandverzekering	+
Voertuigverzekeringen	+
Erelonen en andere vergoedingen voor huisvesting	+
Vervoer en desbetreffende kosten ivm huisvesting	+
Deel ten laste van de inrichting van de loonkost van het technisch personeel (conciërgewoning, onderhoud, keuken en werkman) in verband met de huisvesting	+
Dotaties aan aflossingen en aan waardeverminderingen op vaste activa ten laste van inrichting	
Afschrijving van het gebouw (dotatie)	+
Afschrijvingen IMO (w.o. veiligheidssystemen) (dotatie)	+
Afschrijving roerende goederen (dotatie)	+
Afschrijving rollend materieel (dotatie)	+
Waardeverminderingen op vorderingen op ten hoogste één jaar	
Oninvorderbare schuldvorderingen gehuisveste personen (dotatie +)	+ 80 %
Oninvorderbare schuldvorderingen gehuisveste personen (overname -)	- 80 %
Onroerende voorheffing en belastingen ivm huisvesting	+
Bijdrage gehuisveste personen	
In was- en droogkosten	-
Andere bijdragen gehuisveste personen	-

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2014 tot wijziging van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met het oog op de harmonisering en de vereenvoudiging van de procedure voor de controle en de toekenning van de subsidies en de activiteitenverslagen.

Namen, 4 december 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT